



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 OCTOBRE 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 7th, 1950

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439-1-52

Lettres patentes

Aflare Originals Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Max Ittkin, tailleur, Allan A. Grossman, avocat, Joseph Cohen, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou remplir des contrats de fabrication de toutes sortes de robes, manteaux, costumes, vêtements et produits textiles en général, sous le nom de "Aflare Originals Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448

L. DÉSILETS.

Letters Patent

Affare Originals Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Max Ittkin, cutter, Allan A. Grossman, advocate, Joseph Cohen, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal or do contracting work in all kinds of dresses, coats, suits, wearing apparel, and in textile goods generally, under the name of "Aflare Originals Incorporated", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o

Deputy Attorney General.

Albert General Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1950, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méridieu et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de l'industrie de ferblanterie, plomberie; manufacturer et faire le commerce de métaux, machines automatiques à distribution de marchandises, réfrigérateurs, moteurs, accessoires électriques, appareils de chauffage, équipements de chauffage, et agir comme entrepreneurs et sous-entrepreneurs en construction, en plomberie, en ferblanterie et en chauffage, sous le nom de "Albert General Products Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

**Alfred Bissonnette Limitée
Alfred Bissonnette Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Hensley Bourgouin, comptable agréé, Gilberte Chabot, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et J.-Maurice Cousineau, avocat, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires et opérateurs de carrières et marchands de pierre, sous le nom de "Alfred Bissonnette Limitée" — "Alfred Bissonnette Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

A. Normandin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1950, constituant en corporation: Roger Séguin, marchand, Avila Normandin, rentier, tous deux de Verdun, et Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de chaussures, du cuir et des articles en cuir, nouveautés, marchandises sèches et vêtements, sous le nom de "A. Normandin Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Albert General Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the eleventh day of July, 1950, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méridieu and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, under all the forms thereof, the business and industry of tinwork, plumbing; to manufacture and deal in metals, automatic machines for the distribution of merchandise, refrigerators, motors, electrical accessories, heating apparatus, heating equipment and to act as contractors and sub-contractors, for building, plumbing, tinwork, and heating, under the name of "Albert General Products Ltd", with a capital stock of 30, 000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

**Alfred Bissonnette Limitée
Alfred Bissonnette Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August 1950, incorporating: Hensley Bourgouin, chartered accountant, Gilberte Chabot, secretary, both of the city of Montreal, and J. Maurice Cousineau, advocate, of the town of Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as quarry owners and operators, and dealers in stone, under the name of "Alfred Bissonnette Limitée" — "Alfred Bissonnette Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Town of Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

A. Normandin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1950, incorporating: Roger Séguin, merchant, Avila Normandin, annuitant, both of Verdun, and Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in footwear, leather and leather articles, novelties, dry goods and clothing, under the name of "A. Normandin Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Avenue Construction & Cie Ltée
Avenue Construction & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze août 1950, constituant en corporation: Marguerite Labrèche, Adrienne Lafrenière et Béatrice Touchette, sténographes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'engager dans et poursuivre toutes et chacune des affaires concernant les entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Avenue Construction & Cie Ltée"—"Avenue Construction & Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Avery & Robert Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1950, constituant en corporation: Georges Avery, courtier, Roméo Robert, homme d'affaires, Marcel Avery, marchand, et Doris Robert, avocat, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens fonciers, sous le nom de "Avery & Robert Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Boulangerie Hethrington Inc.
Hethrington Bakery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trente et un août 1950, constituant en corporation: J.-Arthur Jobin, entrepreneur en construction, François Jobin, avocat, L.-J.-Séverin Deschamps, gérant, Maurice Boulanger, comptable agréé, Jean-Marc Carignan, secrétaire, et Rolande Patry, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, pâtisseries et confiseurs, sous le nom de "Boulangerie Hethrington Inc."—"Hethrington Bakery Inc.", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Avenue Construction & Cie Ltée
Avenue Construction & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1950, incorporating: Marguerite Labrèche, Adrienne Lafrenière, and Béatrice Touchette, stenographers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the businesses concerning general contractors and builders, under the name of "Avenue Construction & Cie Ltée"—"Avenue Construction & Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
-28448 Deputy Attorney General.

Avery & Robert Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1950, incorporating: Georges Avery, broker, Roméo Robert, business man, Marcel Avery, merchant, and Doris Robert, advocate, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the real estate business, under the name of "Avery & Robert Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Boulangerie Hethrington Inc.
Hethrington Bakery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirty-first day of August, 1950, incorporating: J. Arthur Jobin, building contractor, François Jobin, advocate, L. J. Séverin Deschamps, manager, Maurice Boulanger, chartered accountant, Jean Marc Carignan, secretary, and Rolande Patry, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pastry-cooks and confectioners, under the name of "Boulangerie Hethrington Inc."—"Hethrington Bakery Inc.", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Boyston Shirt Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1950, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat, d'Outremont, William J. Saloin, marchand, de la cité de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal et Sol Goodz, marchand, de la ville de Ste-Sophie, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et manufacturiers de toutes sortes de chemises et autres vêtements, sous le nom de "Boystown Shirt Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3575 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Boyston Shirt Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1950, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, of Outremont, William J. Saloin, merchant, of the City of Montreal, both of the Judicial District of Montreal, and Sol Goodz, merchant, of the town of Ste-Sophie, Judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of shirts and other wearing apparel, under the name of "Boystown Shirt Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3575 St. Lawrence Blvd. Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Burger-Ellen Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, avocats et Catherine Rhyno, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à entreprendre des opérations forestières et à négocier du bois de construction et s'occuper de l'industrie du bois dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Burger-Ellen Incorporated", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Burger-Ellen Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Harold S. Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, advocates, and Catherine Rhyno, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber and wood trade in all its branches, under the name of "Burger-Ellen Incorporated", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of the par value of \$50. each, and 500 preferred shares of \$50. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

B & B Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., avocat, Louis Feigenbaum, Hyman Solomon, avocats, et Morris Shuter, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et de tous droits et intérêts en ceux et de terrains et bâtiments de toute sorte, sous le nom de "B & B Realty Corporation", avec un capital de \$300,000 divisé en 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

B & B Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., advocate, Louis Feigenbaum, Hyman Solomon, advocates, and Morris Shuter, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and all rights and interest therein and lands and buildings of any kind, under the name of "B & B Realty Corporation", with a capital stock of \$300,000, divided into 25,000 preferred shares of the par value of \$10... each, and 5,000 common shares of the par value of \$10. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Cabano Korko, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du vingt et un août, 1950, constituant en corporation: Paul Brien, industriel, Dame Gertrude Pigeon-Brien, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Brien, et dûment autorisée par lui, tous deux de Cabano, district judiciaire de Kamouraska, et Hector-N. Brien, directeur de funérailles, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'un produit connu sous le nom de "Korko", et faire le commerce général du bois, sous le nom de "Cabano Korko, Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Cabano Korko, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Paul Brien, industrialist, Dame Gertrude Pigeon-Brien, housewife, wife separate as to property of Paul Brien, and duly authorized by him, both of Cabano, judicial district of Kamouraska, and Hector N. Brien, funeral director, of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis for the following purposes:

To manufacture and deal in a product known under the name of "Korko" and carry on a general lumber business, under the name of "Cabano Korko, Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Camionnage Central Trucking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Joseph Wilfrid Riel, bourgeois, Ernest Bradley, imprimeur, et Raphaël Beaudette, homme d'affaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter sous toutes ses formes l'industrie du camionnage et du transport des marchandises et des personnes, sous le nom de "Camionnage Central Trucking Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Camionnage Central Trucking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Joseph Wilfrid Riel, gentleman, Ernest Bradley, printer, and Raphaël Beaudette, business man, for all of the city and judicial district of Montreal, the following purposes:

To carry on, under all the forms thereof, the trucking business and engage in the transportation of merchandise and persons, under the name of CENTRAL Trucking Inc., with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Citadel Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze août 1950, constituant en corporation: George Couture, manufacturier, Cécile McGee, secrétaire et Mme Rita C. Proulx, ménagère, épouse séparée de biens et dûment autorisée par son époux Jean Noël Proulx, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Citadel Investments Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 215 rue Prince-Edouard, Québec, district judiciaire de Québec.

Citadel Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1950, incorporating: George Couture, manufacturer, Cécile McGee, secretary, and Mrs. Rita C. Proulx, housewife, wife separated as to property and duly authorized by her husband, Jean-Noël Proulx, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Citadel Investment Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 215 Prince-Edward St., Quebec, Judicial District of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Commercial Mexico Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1950, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat, d'Outremont, Joseph Lazar et Benno Wiener, marchands, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et négocier et faire le commerce de jouets, nouveautés, étalages, de la publicité en général, des annonces en général, appareils et dispositifs de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Commercial Mexico Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 20 actions ordinaires de \$25 chacune et en 495 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 445 rue St-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

**C & L Enterprises Inc.
Entreprises C & L Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Maurice-H. Fortier, avocat, Marcelle Flamand, sténographe, tous deux de la cité d'Outremont, et Mariette DesRosiers, sténographe, de Ville LaSalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire commerce de toute marchandise en papier ou ses sous-produits, accessoires mécaniques ou électrique de toutes sortes, appareils de stérilisation, appareils sonores et enregistrement sur iceux, sous le nom de "C & L Enterprises Inc."—"Entreprises C & L Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Dekor Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1950, constituant en corporation: Ladislav Liby, industriel, Dame Libuse Liby, ménagère, épouse séparée de biens de Ladislav Liby, tous deux de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, et Karel Virnasky, commerçant, de Toronto, Province d'Ontario, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Commercial Mexico Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1950, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, of Outremont, Joseph Lazar and Benno Wiener, merchants, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in and with toys, novelties, displays, general advertising, general signs, appliances and devices of all kinds and description, under the name of "Commercial Mexico Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 20 common shares of \$25 each, and 495 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 445 St. Peter St., Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

**C & L Enterprises Inc.
Entreprises C & L Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Maurice H. Fortier, advocate, Marcelle Flamand, stenographer, both of the city of Outremont, and Mariette DesRosiers, stenographer, of the town of LaSalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any paper merchandise, or in any of the by-products of paper mechanical or electrical accessories of every kind, sterilizing apparatus, apparatus for sound and for the registering thereon of sounds, under the name of C & L Enterprises Inc."—"Entreprises C & L Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each, and 6,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Dekor Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1950, incorporating: Ladislav Liby, industrialist, Dame Libuse Liby, housewife, wife separate as to property of Ladislav Liby, both of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, and Karel Virnasky, trader, of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

Manufacturer des ornements de Noël, ainsi que la bijouterie de fantaisie, sous le nom de "Dekor Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le seize août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

To manufacture Christmas ornaments and also fancy jewellery, under the name of Dekor Limitée, with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Demeules & Frère, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Azarias Demeules, Lucien Demeules, Marcel Demeules, industriels, de la paroisse de Saint-Louis de Chambord, Victor Demeules et Bertrand Demeules, industriels, du village de Saint-Émilien, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de "Demeules & Frère, Ltée", avec un capital de \$35,000 divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Louis de Chambord, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Demeules & Frère, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Azarias Demeules, Lucien Demeules, Marcel Demeules, industrialists, of the parish of Saint-Louis de Chambord, Victor Demeules and Bertrand Demeules, industrialists, of the village of Saint-Émilien, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber, and carry on business as general contractors and builders, under the name of "Demeules & Frère, Ltée", with a capital stock of \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Louis de Chambord, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Donnacona Express Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq septembre 1950, constituant en corporation: Rosaire Chalifour, industriel, Dame Blanche Bélanger, épouse contractuellement séparée de biens de Rosaire Chalifour, et Norbert Bélanger, courtier en assurances, tous de Cap Santé, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

D'exercer en général le commerce de camionnage et d'entreposage, sous le nom de "Donnacona Express Limitée", avec un capital de \$45,000 divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Donnacona Express Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1950, incorporating: Rosaire Chalifour, industrialist, Dame Blanche Bélanger, wife separate as to property by marriage contract, of Rosaire Chalifour, and Norbert Bélanger, insurance broker, all of Cap Santé, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the trucking and storage business, under the name of "Donnacona Express Limitée", with a capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Dubé & Ducharme Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze août 1950, constituant en corporation: Paul-E. Dubé, électricien, J.-Arthur Dubé, comptable, et Paul-E. Ducharme, voyageur de commerce, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens, sujet aux dispositions de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques;

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils, accessoires, outillages et ma-

Dubé & Ducharme Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1950 incorporating: Paul E. Dubé, electrician, J. Arthur Dubé, accountant, and Paul E. Ducharme, commercial traveller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, subject to the Electricians and Electrical Installations Act:

To manufacture and deal in all kinds of apparatus, accessories, equipment and machinery

chinerie de toute description, sous le nom de "Dubé & Ducharme Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Eddie Singer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize août 1950, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, avocat, de Montréal, Gerald Ryan, avocat, de Verdun et Georgia M. Smith, secrétaire, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des articles vestimentaires pour les vendre; faire le commerce de toutes sortes et textiles, marchandises en pièces, hardes, marchandises sèches et menus objets, sous le nom de "Eddie Singer Inc.", avec un capital de \$99,000 divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Fred Schultz Flooring Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1950, constituant en corporation: Bernard Tailleux, comptable, Irène Martin, sténographe, tous deux de Verdun et Marielle Beaulieu, sténographe, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux concernant les planchers et celui d'entrepreneurs généraux pour le posage de revêtements pour les murs et les plafonds et l'application de matériaux donnant une meilleure acoustique dans toutes sortes de bâtisses, sous le nom de "Fred Schultz Flooring Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Gaymont Manufacturing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1950, constituant en corporation: David Donald Feldman, Ted Shapiro, marchands et Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre la fabrication, l'assemblage et la distribution de toutes sortes d'outillage électrique et leurs pièces constitutives, sous le nom de "Gaymont Manufacturing Corporation", avec

of every description, under the name of "Dubé & Ducharme Limitée" with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Eddie Singer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1950, incorporating: Clarence Rosenhek, advocate, of Montreal, Gerald Ryan advocate, of Verdun, and Georgia M. Smith, secretary, of Lachine, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture for sale articles of clothing; deal in all kinds of textiles, piece goods, clothing, dry goods and small wares, under the name of "Eddie Singer Inc.", with a capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the sixteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Fred Schultz Flooring Limited

Nozice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of August, 1950, incorporating: Bernard Tailleux, accountant, Irène Martin, stenographer, both of Verdun, and Marielle Beaulieu, stenographer, of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of General flooring contractors and the business of general contractors for the application of wall and ceiling coverings and accoustical treatments of all kinds in buildings, under the name of "Fred Schultz Flooring Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Gaymont Manufacturing Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August 1950, incorporating: David Donald Feldman, Ted Shapiro, merchants, and Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in the manufacture, assembly and distribution of all kinds of electrical equipment, and component parts thereof, under the name of "Gaymont Manufacturing Corporation", with a

un capital de \$20,000 divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze août 1950.

L'Assistant-procureur général
28448 L. DESILETS.

Glendale Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf août 1950, constituant en corporation: Joseph S. Caplan, avocat, Murray Lapin, avocat et Harry Golden, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents de biens fonds et comme agents d'immeubles à commission ou comme courtiers d'immeubles en général, sous le nom de "Glendale Realities Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Granby General Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, de Montréal, Albert Gomberg, avocat et Bertha Mendelson, secrétaire, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans toutes ses spécialités comme marchands de machinerie neuve et usagée, d'accessoires de plomberie neufs et usagés, meubles, caoutchouc, plastiques, lucite, papier, produits en verre et en bakelite, matériaux récupérés de toutes sortes, quincaillerie et vêtements pour enfants;

Exercer le commerce comme marchands, manufacturiers et fournisseurs de matériaux de construction, sous le nom de "Granby General Store Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Halpenny Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1950, constituant en corporation: Louis Philippe Gagnon, avocat et con-

capital stock of \$20,000 divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each, and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-0 Deputy Attorney General.

Glendale Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1950, incorporating: Joseph S. Caplan, advocate, Murray Lapin, advocate, and Harry Golden, bailiff, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate agents and real estate commission agents or real estate brokers generally under the name of "Glendale Realities Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100. each, and 300 preferred shares having a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-0 Deputy Attorney General.

Granby General Store Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, of Montreal, Albert Comberg, advocate, and Bertha Mendelson, secretary, both of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, in all its branches, of merchants in new and used machinery, new and used plumbing supplies, furniture, rubber, plastics, lucite, paper, glass and bakelite products, salvaged material of all kinds, hardware and children's clothing;

To carry on the business of dealers, manufacturers and suppliers of builders' supplies, under the name of "Granby General Store Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100. each, and 300 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Granby, Judicial District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-0 Deputy Attorney General.

Halpenny Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1950, incorporating: Louis Philippe Gagnon, advocate and King's Counsel,

seil en loi du Roi, Françoise Savard, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal et Corinne Lemay, secrétaire, de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands et négociants d'appareils de chauffage à l'huile et produits semblables, ainsi que tous matériaux, articles ou choses requis relativement ou se rapportant à ce commerce, sous le nom de "Halpenny Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune et en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Françoise Savard, secretary, both of the City of Montreal, and Corinne Lemay, secretary, of St. Lambert, all of the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in and with oil heating units and similar products as well as all materials, articles or things required in connections with or incidental to such businesses, under the name of "Halpenny Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,500 preferred shares of \$10 each, and 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Hampton Construction Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze août 1950, constituant en corporation: Louis Felsky, Abraham Felsky et Fred Felsky, entrepreneurs, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme propriétaires d'immeubles et entrepreneurs, sous le nom de "Hampton Construction Company, Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Hampton Construction Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1950, incorporating: Louis Felsky, Abraham Felsky and Fred Delsky, contractors, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate owners and contractors, under the name of "Hampton Construction Company, Limited", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Harkay Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1950, constituant en corporation: Harry Rothman, manufacturier, Dame Rose Frank, épouse contractuellement séparée de biens de Harry Rothman et dûment autorisée par lui et Louis Goldberg, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Harkay Investment Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Harkay Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1950, incorporating: Harry Rothman, manufacturer, Dame Rose Frank, wife contractually separate as to property from Harry Rothman, and duly authorized by him, and Louis Goldberg, chartered accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Harkay Investment Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Home Steel Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1950, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, Celia Cohen, secrétaire, tous deux de la cité d'Outremont, et Harold Erdrich, avocat, de la cité de Montréal, tous du

Home Steel Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1950, incorporating: George Irwin Harris, advocate, Celia Cohen, secretary, both of the City of Outremont, and Harold Erdrich, advocate, of the City of Montreal, all in the Judicial

district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des électriciens et des installations électriques (S.R.Q., 1941, chapitre 172): Exercer le commerce qui consiste à fabriquer des appareils électriques domestiques, commerciales et autres, sous le nom de "Home Steel Products Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Imprimerie Industrielle Limitée Industrial Printing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, Louise Héon, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Paul Casgrain, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le commerce ou l'industrie d'imprimeurs commerciaux, éditeurs et libraires, sous le nom de "Imprimerie Industrielle Limitée"—"Industrial Printing Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-0 L. DESILETS.

Intercomtes Construction "Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Jean-Marc Potvin, garagiste, Martial Potvin, garagiste, de West-Shefford, et Noël Brosseau, médecin vétérinaire, de Granby, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de "Intercomtes Construction "Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-0 L. DESILETS.

Invisible Art Weavers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1950, constituant en corporation: Harry Melville Budyk, avocat, Bella Segal, secrétaire et Clemence Perron, secrétaire, veuve de feu Frank Warnicker, tous des cité

District of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1941, Ch. 172): To carry on the business of manufacturing electrical and other appliances, domestic and commercial, under the name of "Home Steel Products Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each:

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-0 Deputy Attorney General.

Imprimerie Industrielle Limitée Industrial Printing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, Louise Héon stenographer, both of the city of Montreal, and Paul Casgrain, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business or industry of commercial printers, editors and stationers, under the name of "Imprimerie Industrielle Limitée"—"Industrial Printing Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Intercomtes Construction "Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Jean Marc Potvin, garage-keeper, Martial Potvin, garage-keeper, of West-Shefford, and Noël Brosseau, veterinary surgeon, of Granby, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Intercomtes Construction, "Limitée" with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Invisible Art Weavers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1950, incorporating: Harry Melville Budyk, adovate, Bella Segal, secretary, and Clemence Perron, secretary, widow of the late Frank Warnicker, all of the City and Judicial

et district judiciaire de Montréal, pour les objets District of Montreal, for the following purposes:
suivants:

Exercer le commerce qui consiste à réparer, raccommoder et manufacturer tous genres de vêtements et tous genres d'étoffes, sous le nom de "Invisible Art Weavers Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

To carry on the business of repairing, mending and manufacturing all types of clothing and all types of cloth materials, under the name of "Invisible Art Weavers Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Irving Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Camil Noël, Yves Pratte, avocats, Marie-Emma Potvin, Thérèse Tardif, sténographes, et Ethel Breen, opératrice de téléphone, tous des cité et didict district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir et administrer des terrains ou tous intérêts en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions, sous le nom de "Irving Realities Inc."

Le capital de la compagnie sera divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que \$55,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Irving Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Camil Noël, Yves Pratte, advocates, Marie-Emma Potvin, Thérèse Tardif, stenographers, and Ethel Green, telephone operator, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes;

To acquire, hold and manage lands or interest therein together with my buildings or structures, under the name of "Irving Realities Inc.",

The capital stock of the company is to be divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares having no nominal or par value; and the amount with which the company will commence its operations shall not be less than \$55,000;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

J. A. Pelletier Limitée J. A. Pelletier Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1950, constituant en corporation: Joseph-Alfred Pelletier, agent distributeur, René Buisson, comptable, tous deux de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, et Roland Coderre, staticien, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers, embouteilleurs, et vendeurs de toute espèce de liqueurs non-alcooliques, sous le nom de "J. A. Pelletier Limitée" — "J. A. Pelletier Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

J. A. Pelletier Limitée J. A. Pelletier Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1950, incorporating: Joseph Alfred Pelletier, distributing agent, René Buisson, accountant, both of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, and Roland Coderre, statistician, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers, bottlers and sellers of all kinds of non-alcoholic drinks, under the name of "J. A. Pelletier Limitée" — "J. A. Pelletier Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

John Rae Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1950, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du

John Rae Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1950, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Françoise

Roi, Françoise Gagnon et Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'obligations, souscripteurs à forfait, courtiers de placements et courtiers d'actions dans toutes ses spécialités, sous le nom de "John Rae Investments Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 28 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Gagnon and Yvette Picard, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and share brokers in all its branches, under the name of "John Rae Investments Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be 28 St. James Street, West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

J. U. Houle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Uzéric Houle, Jules Houle et Gérard Houle, plombiers, de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plomberie, et accessoires électrique ou tout autre commerce s'y rattachant, sous le nom de "J. U. Houle Ltée", avec un capital de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

J. U. Houle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Uzéric Houle, Jules Houle and Gérard Houle, plumbers of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the plumbing business and deal in accessories or engage in any other business connected therewith, under the name of "J.-U. Houle Ltée", with a capital stock of \$39,000 divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

La Cie Nationale de Patates Ltée National Potatoes Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize août 1950, constituant en corporation: Jacques Rivet, marchand, Robert Ducharme, gérant, et Charles Elias Rivet, pharmacien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce comme marchands et négociants de fruits étrangers et domestiques, légumes, aliments de toutes sortes, produits agricoles et naturels, sous le nom de "La Cie Nationale de Patates Ltée"—"National Potatoes Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

La Cie Nationale de Patates Ltée National Potatoes Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1950, incorporating: Jacques Rivet, merchant, Robert Ducharme, manager, and Charles Elias Rivet, druggist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of merchants and dealers in fruits, both foreign and domestic, vegetables, foodstuffs of all kinds, agricultural and natural products, under the name of "La Cie Nationale de Patates Ltée"—"National Potatoes Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Laiterie G. F. Haney Dairy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorze juillet 1950, constituant en corporation: Julien S. Mackay, étudiant, Paule Mackay, célibataire, tous deux de Verdun, et Hélène Beaugrand-Champagne, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Laiterie G. F. Haney Dairy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1950, incorporating: Julien S. Mackay, student, Paule Mackay, spinster, both of Verdun, and Hélène Beaugrand-Champagne, stenographer of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce du lait et de ses produits et sous-produits, sous le nom de "Laiterie G. F. Dairy Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

To deal in milk and in milk products and by-products, under the name of "Laiterie G. F. Haney Dairy Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Laiterie Ste-Marguerite Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Jean Charbonneau, cultivateur, Roger Charbonneau, distributeur de lait, et Maurice Charbonneau, gérant, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et de ses produits et sous-produits, sous le nom de "Laiterie Ste-Marguerite Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Ste-Marguerite, cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Laiterie Ste-Marguerite Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Jean Charbonneau, farmer, Roger Charbonneau, milkman, and Maurice Charbonneau, manager, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in milk and in milk products and by-products, under the name of "Laiterie Ste-Marguerite Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Ste-Marguerite, city of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

L'Association des Hommes d'Affaires de St-Paul Ile aux Noix

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Boutet, industriel, Alfred Remillard, rentier, Anthime Bisailon, contracteur, Gaston Dubreuil, avocat, Roger Fleury, marchand, et Roger Gosselin, hôtelier, tous de Saint-Paul Ile aux Noix, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être économique, civique et social de l'association et de St-Paul Ile aux Noix et au développement de ses ressources, sous le nom de "L'Association des Hommes d'Affaires de St-Paul Ile aux Noix".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et ne permettent pas non plus à la corporation de demander, obtenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000

Le siège social de la corporation sera à Saint-Paul Ile aux Noix, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

L'Association des Hommes d'Affaires de St-Paul Ile aux Noix

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Boutet, industrialist, Alfred Remillard, annuitant, Anthime Bisailon, contractor, Gaston Dubreuil, advocate, Roger Fleury, merchant, and Roger Gosselin, hotel-keeper, all of Saint-Paul, Ile aux Noix, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To strive for the economic, civic and social welfare of the association and of St-Paul Ile aux Noix, and for the development of its resources, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de St-Paul Ile aux Noix".

The powers granted do not permit gambling games of chance, games of chance and skill, illegal betting, nor do they allow the Corporation to apply for, secure or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000

The head office of the Corporation will be at Saint-Paul Ile aux Noix, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Le Roy Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1950, constituant en corpora-

Le Roy Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1950, incorporating: Howard

tion: Howard Hastings, marchand, Roland Daniel, commis et Marian Bullard Phelps, épouse séparée de biens de George Lawrence Phelps et dûment autorisée par lui, tous de Cowansville, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Manufacture et faire le commerce de toutes sortes de meubles, articles de maison, fournitures, appliques, appareils et accessoires; appareils électriques, appliques, instruments, accessoires, outillage et machinerie; quincaillerie et articles de sport, sous le nom de "Le Roy Incorporated", avec un capital de \$60,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 148 rue Main, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Hastings, merchant, Roland Daniel, clerk, and Marian Bullard Phelps, wife separate as to property from George Lawrence Phelps and duly authorized by him, all of Cowansville, Judicial District of Bedford, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furniture, household articles, furnishings, fixtures, appliances and equipment; electrical appliances, fixtures, instruments, accessories, equipments, machineries; hardware and sports goods, under the name of "Le Roy Incorporated", with a capital stock of \$60,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 148 Main Street, Cowansville, Judicial District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Les Aqueducs de Pont-Viau, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Paul-Edouard Dessane, comptable, Irène Bégin, sténographe, et Jacques Guérin, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des aqueducs, des puits artésiens, des usines de pompage et de filtration, sous le nom de "Les Aqueducs de Pont-Viau, Limitée", avec un capital de \$140,000 divisé en 1,400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Les Aqueducs de Pont-Viau, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Paul Edouard Dessane, accountant, Irène Bégin, stenographer, and Jacques Guérin, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate one or more waterworks, artesian wells, pumping and filtration plants, under the name of "Les Aqueducs de Pont-Viau, Limitée", with a capital stock of \$140,000, divided into 1,400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Les Loisirs de Notre-Dame-de-Fatima (Ville de Jacques-Cartier)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation sans capital-actions: François Cerutti, technicien dentiste, Antonio Piché, menuisier, Sarto Cerutti, poseur d'amiante, Victor Véronneau, maître imprimeur, et M. l'abbé Omer Hémond, prêtre-curé, tous de Ville Jacques-Cartier, District judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et organiser les loisirs de la population, sous le nom de "Les Loisirs de Notre-Dame-de-Fatima" (Ville de Jacques-Cartier).

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, de hasard, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et n'autorisent pas non plus la compagnie à demander détenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Les Loisirs de Notre-Dame-de-Fatima (Ville de Jacques-Cartier)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: François Cerutti, dental technician, Antonio Picher, carpenter, Sarto Cerutti, asbestos layer, Victor Véronneau, master-printer, and Reverend abbé Omer Hémond, parish priest, of the Town of Jacques Cartier, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To direct and organize the amusement centres of the population under the name of "Les Loisirs de Notre-Dame-de-Fatima" (Ville de Jacques Cartier).

The powers granted do not permit gambling, games of chance, mixed games of chance and skill, illegal betting, nor do they authorize the company to apply for, secure or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at the Town of Jacques Cartier, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Les Placements Garva Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Théo. Legault, jr., notaire, Eileen P. Delaney, comptable agréée, de Ville Mont-Royal Réjeanne Robert, sténographe, Gérard Miron, Adrien Miron, Rymond Miron, Arthur Miron, industriels, Jean Girard, acheteur, et Laurent Girard, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement (holding and investment company), sous le nom de "Les Placements Garva Limitée", avec un capital de \$1,000,000, divisé en 10,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Limoilou Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Charles Joubert, courtier en assurances, Joseph Tremblay, industriel, et Jean-Paul Hardy, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et contracteurs en construction, sous le nom de "Limoilou Lumber", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 120, chemin Saint-Louis, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

L'Imprimerie Gingras, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1950, constituant en corporation: Roland Brasseur, garagiste, Donat Picard, Raymond Paquet, Rosaire Viens, marchands, et Gaston Breton, manufacturier, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'imprimeurs, de lithographes, publicistes, photographes, graveurs, éditeurs, relieurs et papetiers, sous le nom de "L'Imprimerie Gingras, Limitée", avec un capital de \$25,000 divisé en 980 actions privilégiées de \$25 chacune, et en 100 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Les Placements Garva Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Théo. Legault, Jr., notary, Eileen P. Delaney, chartered accountant, of the Town of Mount Royal, Réjeanne Robert, stenographer, Gérard Miron, Adrien Miron, Raymond Miron, Arthur Miron, industrialists, Jean Girard, buyer, and Laurent Girard, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Les Placements Garva Limitée", with a capital stocks of \$1,000,000, divided into 10,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Limoilou Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Charles Joubert, insurance broker, Joseph Tremblay, industrialist, and Jean Paul Hardy, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber, and carry on the business of general contractors and building contractors, under the name of "Limoilou Lumber Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 120 St. Louis Road, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

L'Imprimerie Gingras, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1950, incorporating: Roland Brasseur, garage-keeper, Donat Piard, Raymond Paquet, Rosaire Viens, merchants, and Gaston Breton, manufacturer, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, publicists, photographers, engravers, publishers, binders and stationers under the name of "L'Imprimerie Gingras, Limitée", with a capital stock of \$25,000, divided into 980 preferred shares of \$25 each, and 100 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

**Lincoln Holding Property Company
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1950, constituant en corporation: Harry Melville Budyk, avocat, Bella Segal, secrétaire et Dame Clémence Perron Warnicker, veuve de feu Frank Warnicker, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier des biens fonds et agir comme agents d'immeubles, sous le nom de "Lincoln Holding Property Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448 L. DÉSILETS.

**Lincoln Holding Property Company
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1950, incorporating: Harry Melville Budyk, advocate, Bella Segal, secretary, and Dame Clémence Perron Warnicker, widow of the late Frank Warnicker, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and to act as real estate agent, under the name of "Lincoln Holding Property Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Ubal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation sans capital-actions: François Denis, commerçant, de Saint-Ubal, Louis Dussault, avocat, de Sillery, et Pauline Boily, secrétaire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Etablir et opérer un centre paroissial, social et athlétique, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Ubal".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et ne permettent pas non plus à la compagnie de demander obtenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Ubal, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448-o L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Ubal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: François Denis, trader, of St-Ubal, Louis Dussault, advocate, of Sillery, and Pauline Boily, secretary, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a parochial, social and athletic centre, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Ubal".

The powers granted do not permit gambling, games of chance, games of chance and skill, illegal betting, nor do they allow the company to apply for, secure or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Ubal, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448 Deputy Attorney General.

Mindel Textile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1950, constituant en corporation: Maurice Michel Mindel, marchand, Samuel Stein, avocat, tous deux de la cité de Montréal et Lillian Lazare, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'habits, vêtements et toutes chaussures en général, sous le nom de "Mindel Textile Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448 L. DÉSILETS.

Mindel Textile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1950, incorporating: Maurice Michel Mindel, merchant, Samuel Stein, advocate, both of the City of Montreal, and Lillian Lazare, secretary, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and all footwear generally, under the name of "Mindel Textile Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 shares of common stock of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o Deputy Attorney General.

Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois août 1950, constituant en corporation: Maurice Riel, avocat, de la ville de Laprairie, Lorraine Séguin, Gisèle Dionne, Claire Miron, sténographes, de la cité de Montréal, et Pierrette Demers, sténographe, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de gérants de propriétés et de biens fonds, marchands d'immeubles, courtiers et agents d'immeubles en général; exercer le commerce de courtiers d'assurances et agir comme agents d'assurances, sous le nom de "Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3410 avenue Benny, app. 4, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448 L. DÉSILETS.

Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1950, incorporating: Maurice Riel, advocate, of the Town of Laprairie, Lorraine Séguin, Gisèle Dionne, Claire Miron, stenographers, of the City of Montreal, and Pierrette Demers, stenographer, of the Town of St. Lawrence, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of property and estate managers, real estate dealers, brokers and general estate agents; to carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at 3410 Benny Avenue, App. 4, City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o Deputy Attorney General.

Montreal Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1950, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, avocats et Jack Klineberg, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce d'automobile, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, comprenant aucune et toutes pièces constituantes et effectuer les réparations et les conditionner et/ou reconditionner, sous le nom de "Montreal Motor Sales Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$40 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448 L. DÉSILETS.

Montreal Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1950, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, advocates, and Jack Klineberg, notary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in motor cars, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, including any and all component parts and to make repairs and to condition and/or recondition the same, under the name of "Montreal Motor Sales Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$40. each, and 500 preferred shares of a par value of \$40. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o Deputy Attorney General.

Mont Tremblant Resorts, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq septembre 1950, constituant en corporation: Frank Breadon Common, Jr., Howard Hayden Farley, avocats, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, commis en loi, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, John Lawrence McCrory, Albert Edward Liddell et Cecil Bruce Cook, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, en général, le commerce et activités qui consistent à maintenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes et autres établissements semblables; et agir comme pourvoyeurs et fournisseurs de divertissements publics en gé-

Mont Tremblant Resorts, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1950, incorporating: Frank Breadon Common, Jr., Howard Hayden Farley, advocates, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, law clerk, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, bookkeepers, John Lawrence McCrory, Albert Edward Liddell and Cecil Bruce Cooke, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business and activities of maintaining and operating hotels, restaurants, cafés, taverns and other similar establishments; and to act as purveyors and caterers for public amusements generally, under the name

néral, sous le nom de "Mont Tremblant Resorts, Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Tremblant, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Mountain City Gas Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze août 1950, constituant en corporation: Gaston Dubreuil, avocat, St-Paul Ile aux Noix, district judiciaire d'Iberville, Maurice Chevalier, avocat, de Montréal et Claire Lorrain, d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des gaz propane et butane et de tous gaz y dérivés et : ou manufacturés du pétrole liquide, et manufacturer et faire le commerce d'articles dans lesquels lesdits gaz pourraient être utilisés, sous le nom de "Mountain City Gas Co. Ltd.", avec un capital de \$95,000 divisé en 9,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Mount Royal Films Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1950, constituant en corporation: Maurice Bériault, avocat, Paulette Bourbonnais, secrétaire, et J. Jacques Beauchemin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter des scénarios, produire des films et faire commerce de la machinerie et d'appareils cinématographiques et de ses accessoires, sous le nom de "Mount Royal Films Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

N. A. Gendron Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt quatre août 1950, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, conseil en loi du Roi, Joseph Roy Hoffman, avocat et Jean McFarlane, réceptioniste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de fruits et légumes et comme négociants de toutes catégories de fruits, légumes et produits alimentaires en général, sous le nom de "N. A. Gendron Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 200 actions de \$50 chacune.

of "Mont Tremblant Resorts, Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Mont Tremblant, Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Mountain City Gas Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1950, incorporating: Gaston Dubreuil, lawyer, St. Paul Ile aux Noix, Judicial District of Iberville, Maurice Chevalier, advocate, of Montreal, and Claire Lorrain, of Outremont, both of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in propane and butane gas and any gas derived and or manufactured from liquid petroleum, and to manufacture and deal in articles in which the said gases might be used, under the name of "Mountain City Gas Co. Ltd.", with a capital stock of \$95,000 divided into 9500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St. Jérôme, Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Mont Royal Films Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1950, incorporating: Maurice Bériault, advocate, Paulette Bourbonnais, secretary, and J. Jacques Beauchemin, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy scenarios, produce films, and deal in cinematographic machinery and apparatus, and the accessories thereof, under the name of "Mount Royal Films Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

N. A. Gendron Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1950, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, King's Counsel, Joseph Roy Hoffman, advocate, and Jean McFarlane, receptionist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as fruit and vegetable merchants and general traders in all classes of fruits, vegetables and food stuffs, under the name of "N. A. Gendron Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 200 shares of \$50. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Normandie Trading Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze août 1950, constituant en corporation: Gordon Murphy Webster, procureur et solliciteur, de Hudson Heights, Robert Learmont Jamieson, procureur et solliciteur, de la ville de Pointe Claire et Lorna T. Watt, secrétaire, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits chimiques, remèdes, médicaments et produits pharmaceutiques en gros, bois, cuir, coton, laine, textiles, plastiques, machinerie et outillage, céramiques, objets en briques, fer, étain, acier, plomb, zinc et autres métaux, produits alimentaires, minerais, graisses, produits pétrolifères, vêtements et verre, sous le nom de "Normandie Trading Corporation Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Normandie Trading Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1950, incorporating: Gordon Murphy Webster, barrister and solicitor, of Hudson Heights, Robert Learmont Jamieson, barrister and solicitor, of the Town of Pointe Claire, and Lorna T. Watt, secretary, of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes.

To deal in all kinds of chemicals, drugs, medicine, wholesale pharmaceuticals, wood leather, cotton, wool, textiles, plastics, machinery and equipment, ceramics, brickware, iron, tin, steel, lead, zinc and other metals, food products, ores, greases, petroleum, clothing, glass under the name of "Normandie Trading Corporation Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 50,000 shares of \$1. each.

The number of its shareholders, shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Northern Construction Co. of Terrebonne Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1950, constituant en corporation: Dame Andrée C. Gurd, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de S. Stuart Gurd et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, George Delison, ingénieur civil, et Ewart Delison, contracteur, tous du village de Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, de matériaux de construction et agir à titre de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Northern Construction Co. of Terrebonne Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le premier septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Northern Construction Co. of Terrebonne Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1950, incorporating: Dame Andrée C. Gurd, housewife, wife separate as to property by marriage contract of S. Stuart Gurd, and duly authorized by him for the purposes hereof, George Delison, civil engineer, and Ewart Delison, contractor, all of the village of Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in real estate, building requisites, and act as general builders and contractors, under the name of "Northern Construction Co. of Terrebonne Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Northern Quebec Bottlers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1950, constituant en corporation: Lucien Labelle, C.R., procureur, J. M. Draper, ingénieur et Renaud Lagacé, agent d'assurance, tous

Northern Quebec Bottlers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1950, incorporating: Lucien Labelle, K.C., barrister, J. M. Draper, engineer, and Renaud Lagacé, insurance agent, all of Moranda,

de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de bouteilles, caisses, boîtes, cartons, supports et tous autres réceptacles et accessoires; manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de breuvages et de tous articles, matières et substances s'y rapportant;

Promouvoir la cause et les intérêts des marchands de bouteilles et d'articles connexes en général, sous le nom de "Northern Quebec Bottlers Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Judicial District of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To manufacture, trade in and deal with bottles, cases, boxes, cartons, stands and all other containers and accessories; to manufacture and deal in all kinds of beverages and in articles, materials and substances related thereto;

To promote the cause and interest of dealers in bottles and allied articles in general; under the name of "Northern Quebec Bottlers Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, Judicial District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Nottaway Lumber Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1950, constituant en corporation: Sylva St-Amant, agent, Wilfrid J. Michaud, commerçant, tous deux de Senneterre, et Azarie Paquin, contracteur, de Belcourt, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de bois et de matériaux de construction et constructeurs en général, sous le nom de "Nottaway Lumber Company Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

Nottaway Lumber Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1950, incorporating: Sylva St-Amant, agent, Wilfrid J. Michaud, trader, both of Senneterre, and Azarie Paquin, contractor, of Belcourt, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants and deal in building requisites, and act as general builders, under the name of "Nottaway Lumber Company Limited", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Senneterre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Paragon Grill Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Nicholas Nakis, restaurateur, Mme Harriet Bellington Nakis, épouse commune en Biens dudit Nicholas Nakis et dûment autorisée par lui, Athanasios Kalpakis, professeur et Evans Nakis, restaurateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce de cacao, chocolats et bonbons en général, pâtisserie, confiserie et accessoires de confiseurs; exercer le commerce comme pourvoyeurs en général; exploiter des salles à diner, restaurants, comptoirs-lunch et tous autres établissements semblables, sous le nom de "Paragon Grill Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Paragon Grill Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Nicholas Nakis, restaurant owner, Mrs Harriet Bellington Nakis, wife common as to property of the said Nicholas Nakis and duly authorized by him, Athanasios Kalpakis, professor, and Evans Nakis, restaurant owner, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, and dealing in cocoas, chocolates and candles in general, pastry, confectionery and confectioners supplies; to carry on the business of general caterers; to operate dining rooms, restaurants, lunch-counters and any other similar establishments, under the name of "Paragon Grill Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Paramount Dance Studio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1950, constituant en corporation: Daniel Nadeau, professeur de danse, Dorothy Allan Nadeau, épouse contractuellement séparée de biens de Daniel Nadeau, professeur de danse, tous deux de Boischatel, et Sam S. Bard, avocat, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de danse et agir comme maîtres de cérémonie publics, sous le nom de "Paramount Studio Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 136 rue St-Jean, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448

L. DESILETS.

Paramount Dance Studio Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1950, incorporating: Daniel Nadeau, dancing professor, Dorothy Allan Nadeau, wife contractually separated of Daniel Nadeau, dancing professor, both of Boischatel, and Sam S. Bard, advocate, of the City of Quebec, all of the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To operate dancing studios and to act as public entertainers, under the name of "Paramount Dance Studio Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 136 St. John Street, City of Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,

28448-o

Deputy Attorney General.

Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: John J. Wasserman, Sydney Phillips, avocats et Tessy Frankel, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers marchands et négociants de réfrigérateurs, radios, lessiveuses, systèmes de chauffage, appareils d'air conditionné, de ventilation, de climatisation ou tous autres appareils semblables, sous le nom de "Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448

L. DESILETS.

Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: John J. Wasserman, Sydney Phillips, advocates, and Tessy Frankel, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in and with fridges, radios, washing machines, heating systems, air conditioning, ventilation, acclimatizing or any other similar apparatus, under the name of "Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1950.

L. DESILETS,

28448-o

Deputy Attorney General.

Rainbow Food Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1950, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats et Betty Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de viande et de tous produits alimentaires en général et des produits agricoles et maraichers de toutes sortes, sous le nom de "Rainbow Food Products Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448

L. DESILETS.

Rainbow Food Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1950, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, and Betty Blaukopf, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in meat, and all food produce generally and farm and garden produce of all kinds, under the name of "Rainbow Food Products Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1950.

L. DESILETS,

28448-o

Deputy Attorney General.

R. Gosselin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1950, constituant en corporation: Robert Gosselin, restaurateur, Dame Yvette Bélanger, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Gosselin, tous deux de Jonquière, et Henri Bélanger, médecin de Kénogami, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateur, sous le nom de "R. Gosselin Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DÉSILETS.

R. Gosselin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1950, incorporating: Robert Gosselin, restaurant-keeper, Dame Yvette Bélanger, wife separate as to property by marriage contract, of Robert Gosselin, both of Jonquière, and Henri Bélanger, physician, of Kénogami, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keeper, under the name of "R. Gosselin Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 3,000 common shares of \$10 each, and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448 Deputy Attorney General.

**River Ridge Golf and Country Club
Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1950, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, Louise Héon, et Carmen Geoffroy, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir, organiser et administrer un club de golf, sous le nom de "River Ridge Golf and Country Club Incorporated".

Le montant du capital de la compagnie sera divisé en 8,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

**River Ridge Golf and Country Club
Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1950, incorporating: Maurice Mercier, advocate, Louise Héon and Carmen Geoffroy, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a golf club, under the name of "River Ridge Golf and Country Club Incorporated".

The amount of the capital stock of the company will be divided into 8,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will begin its operations will be \$40,000.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Ru-Tex Fur Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1950, constituant en corporation: Joseph Roméo Fortin, gérant, Frank Levy et Morris B. Signer, gérants, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le négoce ou le commerce de fourrures, vêtements blancs, laine, coton, tissus, lainages, soieries, toiles, étoffes et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Ru-Tex Fur Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DÉSILETS.

Ru-Tex Fur Co Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1950, incorporating: Joseph-Roméo Fortin, manager, Frank Levy and Morris B. Signer, managers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise deal in or with furs, whitewear, wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and cloth and clothing of every sort, under the name of "Ru-Tex Fur Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Saguenay Air Ways Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1950, constituant en corporation: Louis-Donat Lauzier, pilote, des cité et district judiciaire de Québec, Laurent Brisson, négociant, et le docteur Antoine Gagnon, tous deux des Grandes Bergeronnes, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport par avion ou autrement; faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Saguenay Air Ways Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Grandes Bergeronnes, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS.

Saguenay Air Ways Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1950, incorporating: Louis Donat Lauzier, pilot, of the city and judicial district of Quebec, Laurent Brisson, merchant, and Doctor Antoine Gagnon, both of Grandes Bergeronnes, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the transportation business by plane or otherwise; deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Saguenay Air Ways Limited", with capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grandes Bergeronnes, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448 Deputy Attorney General.

Stanbrooks Apts. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux août 1950, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Harry Lyon Aronovitch, avocat et Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placement, sous le nom de "Stanbrook Apts. Inc."

Le capital de la compagnie sera composé de 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair de et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$8,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Stanbrooks Apts. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1950, incorporating: Samuel Chait, advocate, Harry Lyon Aronovitch, advocate and Freda Pomerance, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Stanbrook Apts. Inc.",

The capital of the company shall consist of 1,000 common shares of no par value, and 350 preferred shares of the par value of \$100. each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$8,500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Suffield Metals Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1950, constituant en corporation: Gilles de Billy, Claude Gagnon, avocats, Jean-Baptiste Brown, comptable, Cécile Robitaille, secrétaire tous de la cité de Québec et Thérèse Sirois, secrétaire, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Suffield Metals Corporation Limited" (Libre

Suffield Metals Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1950, incorporating: Gilles de Billy, Claude Gagnon, advocates, Jean-Baptiste Brown accountant, Cécile Robitaille, secretary, all of the City of Quebec, and Thérèse Sirois, secretary, of Lauzon, all in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Suffield Metals Corporation Limited", (No Personal Liability)", with a capital

de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Texall Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1950, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, avocat, de Montréal, Gérald Ryan, avocat, de Verdun, et Georgia M. Smith, secrétaire, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le négoce et le commerce de produits chimiques, minéraux, peintures, polis, mordants, huiles, savon, préparations chimiques, articles et composés séparément ou en mélanges, et blanchir, imprimer, teindre et traiter des produits bruts ou des marchandises manufacturées de toute description, sous le nom de "Texall Products Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

The International Society of Commerce Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1950, constituant en corporation: Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, Rolande Patry et Pauline Boily, secrétaires, de la cité de Québec, toutes du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme agents de publicité en général, et faire de la publicité sous toutes ses formes, sous le nom de "The International Society of Commerce Limited", avec un capital de \$3,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$5 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$300.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448-o L. DESILETS,

Tor American Oils Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze août 1950, constituant en

stock of \$3,500,000. divided into 3,500,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of September, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General,

Texall Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1950, incorporating: Clarence Rosenhek, advocate, of Montreal, Gerald Ryan, advocate, of Verdun, and Georgia M. Smith, secretary, of Lachine, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise deal in and with chemicals, minerals, paints, polishes, stains, oils, acids, soap, chemical preparations, articles and compounds separately or in combination, and to bleach, print, dye and process raw products or manufactured goods of every description, under the name of "Texall Products Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

The International Society of Commerce Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1950, incorporating: Juliette Turcotte, secretary, of Giffard, Rolande Patry and Pauline Boily, secretaries, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as publicity agents, in general, and carry on the publicity business, under all the forms thereof, under the name of "The International Society of Commerce Limited", with a capital stock of \$3,000 divided into 500 preferred shares of \$5 each and 100 common shares of a par value of \$5 each, and the amount with which the company will begin its operations, shall be \$300.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Tor American Oils Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1950,

corporation: Frank J. Dolan, Robert H. Waddell, comptables, E. Leacy Freeman, vendeur, Gérald McTeigue, J. Austin Murphy, procureurs, Flore-Annette Poirier, dactylographe et Lottie Pachal, dactylographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre épurer, broyer ou traiter de quelques manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Tor American Oils Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de 3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Trans-Island Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un août 1950, constituant en corporation: Samuel Kantor, marchand, d'Outremont, Bernard Diamond, Louis Orenstein, avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs de tous genres et descriptions et exploiter des garages, sous le nom de "Trans-Island Motors Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1950.

L'Assistant-procureur général,
28448 L. DESILETS.

Valcourt Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit août 1950, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman et Julius Briskin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers de hardes et vêtements, confectionneurs en général et marchands de marchandises sèches, lainages, étoffes et cotonnades en général, sous le nom de "Valcourt Textiles Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 750 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 50

incorporating: Frank J. Dolan, Robert H. Waddell, accountants, E. Leacy Freeman, salesman, Gerald McTeigue, J. Austin Murphy, barristers, Flore-Annette Poirier, typist, and Lottie Pachal typist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stone may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Tor American Oils Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Trans-Island Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1950, incorporating: Samuel Kantor, merchant, of Outremont, Bernard Diamond, Louis Orenstein, advocates, of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers and dealers of all kinds of automobiles and motor-vehicles of all kinds and descriptions, and operate garages, under the name of "Trans-Island Motors Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 350 common shares of \$100 each, and 650 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Decarie Blv'd, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of August, 1950.

L. DESILETS,
28448-o Deputy Attorney General.

Valcourt Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1950, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman and Julius Briskin, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel, general outfitters and dealers in dry goods, woollens, cloth and cotton goods generally, under the name of "Valcourt Textiles Ltd."

The capital stock of the company is divided into 750 Class "A" preferred shares of the par value of \$100. each, 1,000 common shares having no nominal or par value, and 50 Class "B" shares

actions catégorie : "B" de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que \$13,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1950.

L'Assistant-procureur général.

28448

L. DÉSILETS.

Zinman's Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1950, constituant en corporation: Joseph Zinman, Peter Xinman, marchands, Sadie Hoffman, épouse séparée de biens de Joseph Zinman, et dûment autorisée par lui et Nancy Anne Auerbach, épouse séparée de biens de Peter Zinman et dûment autorisée par lui, tous de la cité de St-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire le négoce et le commerce de ferrailles, métaux, nettoyeurs et linges à nettoyer, peaux, fourrures, machinerie et outillage, et entreprendre des travaux de démolition, de démantèlement, de récupération et agir comme fondeurs, sous le nom de "Zinman's Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1950.

L'Assistant-procureur général,

28448

L. DÉSILETS.

of the par value of \$100. each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$13,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o

Deputy Attorney General.

Zinmans' Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1950, incorporating: Joseph Zinman, Peter Zinman, merchants, Sadie Hoffman, wife separate as to property of Joseph Zinman and duly authorized by him, and Nancy Anne Auerbach, wife separate as to property of Peter Zinman and duly authorized by him all of the City of St. Jean, Judicial District of Iberville, for the following purposes:

To deal in and with all kinds of scrap iron, metal, wipers and wiping cloths, hides, furs, machinery and equipment, and to engage as wreckers, dismantlers, salvagers and smelters, under the name of "Zinman's Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100. each, and 250 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at St. Jean, Judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1950.

L. DÉSILETS,

28448-o

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Campbelle-Décarie Limitée Campbelle-Décarie Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 septembre 1950, à la compagnie "Campbell-Décarie Limitée"—"Campbell-Décarie Limited", ratifiant son Règlement N° A-3: 1) modifiant les privilèges, droits et restrictions attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes supplémentaires du 3 décembre 1934; 2) augmentant le capital de ladite compagnie par la création de 510 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnées dans ledit règlement, de manière que ledit capital sera dorénavant divisé en 950 actions privilégiées de \$100 chacune et 1,000 ordinaires sans valeur au pair ou nominale, et la compagnie continuera ses opérations avec le montant de \$14,500.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,

28486

C.-E. CANTIN.

Supplementary Letters Patent

Campbelle-Décarie Limitée Campbelle-Décarie Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Campbell-Décarie Limitée"—"Campbell-Décarie Limited", ratifying its By-law No. A-3: 1) modifying the privileges rights and restrictions attaching to the preferred shares created by supplementary letters patent of December 3, 1934; 2) increasing the capital stock of the said company by the creation of 510 additional preferred shares of \$100 each, the rights, privileges, restrictions and limitations mentioned in the aforesaid by-law, so that the said capital stock shall be henceforth divided into 950 preferred shares of \$100 each and 1,000 common shares without nominal or par value, and the company shall continue its operations with the sum of \$14,500.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,

28486-o

Acting Deputy Attorney General.

Canada Pad Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 22 septembre 1950, à la compagnie "Canada Pad Limited", ratifiant son Règlement N° 15 augmentant son capital-actions de \$90,000 à \$290,000 par la création de 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486 C.-E. CANTIN.

Canada Pad Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canada Pad Limited", ratifying its By-law No. 15 increasing its capital stock from \$90,000 to \$290,000 by the creation of 2,000 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges, restrictions and limitations mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486-o Acting Deputy Attorney General.

City Loan & Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 28 septembre 1950, à la compagnie "City Loan Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 juillet 1950, ratifiant son Règlement N° 7: a) corrigeant lesdites lettres patentes originales de la compagnie; b) changeant son nom corporatif de "City Loan Limited" en celui de "City Loan & Finance Corporation"; c) étendant ses pouvoirs; d) convertissant 1,500 actions ordinaires non-émises de \$100 chacune en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune, et énumérant les droits, privilèges, restrictions et limitations attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486 C.-E. CANTIN.

City Loan & Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "City Loan Limited", incorporated by letters patent dated July 20th, 1950, ratifying its By-Law No. 7): a) correcting the said original letters patent of the company; b) changing its corporate name from "City Loan Limited" to "City Loan & Finance Corporation"; c) extending its powers; d) converting 1,500 unissued common shares of \$100 each into 1,500 preferred shares of \$100 each, and enumerating the rights, privileges, restrictions and limitations attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486-o Acting Deputy Attorney General.

Colossal Fruit Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 21 septembre 1950, à la compagnie "Colossal Fruit Company Limited", ratifiant son Règlement N° 26 étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486 C.-E. CANTIN.

Colossal Fruit Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Colossal Fruit Company Limited", ratifying its By-Law 26 extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486-o Acting Deputy Attorney General.

Garage Central d'Amos, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 septembre 1950, à la compagnie "Garage Central d'Amos, Limitée", ratifiant son Règlement N° 4: a) augment son capital-actions de \$20,000 à \$100,000 par la création de 1,600 actions ordinaires additionnelles de \$50 chacune; b) imposant certaines restrictions au transfert des actions dans le sens indiqué dans ledit règlement.

Garage Central d'Amos, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-sixth day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of said Act, chapter 176, R.S.Q., 1941, to the company "Garage Central d'Amos, Limitée", ratifying its By-law No. 4: a) increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 1,600 additional common shares of \$50 each; b) imposing certain restrictions as regards the transfer of shares in the sense indicated in the said by-law.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486-o C.-E. CANTIN.

James Baird Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 septembre 1950, à la compagnie "James Robertson Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juin 1950, changeant son nom en celui de "James Baird Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 28 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486 C.-E. CANTIN.

Selbern Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 septembre 1950, à la compagnie "Selbern Clothes Ltd.", ratifiant son Règlement N° 25 augmentant son capital de \$20,000 à \$70,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune et énumérant les privilèges, restrictions et limitations attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486 C.-E. CANTIN.

Woodhouse Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 septembre 1950, à la compagnie "Woodhouse Realities Limited", ratifiant son Règlement N° 24 étendant ses pouvoirs et modifiant les dispositions de ses lettres patentes en conséquence.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28486 C.-E. CANTIN.

Actions en séparation de biens

Cour Supérieure, Montréal, N° 271394. Dame Laurette Bisson, épouse commune en biens d'Armand Duhamel, bourgeois, des cité et district de Montréal, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

Montréal, 25 janvier 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
28479-o ST-GEORGES WEILBRENNER.

Cour Supérieure, Montréal, N° 267769. Dame Donalds Houde, épouse commune en biens d'Adrien Côté, menuisier, de Ville St-Michel, district de Montréal, a institué contre son époux une action en séparation de biens.

Montréal, le 25 janvier 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
28480-o de ST-GEORGES WEILBRENNER

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486 Acting Deputy Attorney General.

James Baird Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "James Robertson Ltd.", incorporated by letters patent dated June 16th, 1950, changing its name to that of "James Baird Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486-o Acting Deputy Attorney General.

Selbern Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Selbern Clothes Ltd.", ratifying its By-Law N° 25 increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 5,000 preferred shares of \$10 each, and enumerating the privileges, restrictions and limitations attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486-o Acting Deputy Attorney General.

Woodhouse Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Woodhouse Realities Limited", ratifying By-Law N° 24 extending its powers and amending the provisions of its letters patent accordingly.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of September, 1950.

C.-E. CANTIN,
28486-o Acting Deputy Attorney General.

Actions for separation as to property

Superior Court, Montreal, No. 271394. Dame Laurette Bisson, wife common as to property of Armand Duhamel, gentleman, of the city and district of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, January 25th, 1950.

de ST-GEORGES WEILBRENNER,
28479-o Attorney for Plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 267769. Dame Donalds Houde, wife common as to property of Adrien Côté, joiner, of Ville St-Michel, district of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, January 25th, 1950.

de ST-GEORGES WEILBRENNER,
28480-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Charles Borromée", en date du 5 août 1950, dont le siège social est situé à Saint-Charles Borromée, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 9 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28449-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du village de Pincourt, comté de Vaudreuil, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé en date du 13 septembre 1950, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité du village de Pincourt en celui de "municipalité du village de Pincourt", comté de Vaudreuil.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entrera en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Village de Pincourt, 19 septembre 1950.
Le Maire,
DARIE HUNEAULT,
Le Secrétaire-Trésorier,
28450-o J.-B. LAMARRE.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 29 août 1950, le changement de nom de "L'Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal Incorporée" en celui de "L'Association des Plâtriers et Finisseurs en Ciment de Montréal Incorporée", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 août 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28457-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Entrepreneurs Peintres et Décorateurs de la Province de Québec (Professional Association of Painting and Decorating Contractors of the Province of Québec)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 septembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28458-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Charles Borromée", under date the 5th day of August, 1950, whereof the head office is at Saint-Charles Borromée, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of September, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28449 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the Mayor and the secretary-treasurer of the municipality of the Village of Pincourt, County of Vaudreuil, that the Lieutenant-Governor in Council has approved on September 13th, 1950, in pursuance of a report from the Committee of the Honourable Executive Council, the change of the name of the municipality of the Village of Pincourt in the name of: "Municipality of the Village of Pincourt", County of Vaudreuil.

According to the prescriptions of article 48 of the municipal Code, such change of name will come into force after the date of publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Village of Pincourt, September 19th 1950.
DARIE HUNEAULT,
Mayor.
28450-o J.-B. LAMARRE,
Secretary-treasurer.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, under date the 29th day of August, 1950, the change of name of "L'Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal Incorporée", into that of "L'Association des Plâtriers et Finisseurs en Ciment de Montréal Incorporée", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28457 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Professionnelle des Entrepreneurs Peintres et Décorateurs de la Province de Québec (Professional Association of Painting and Decorating Contractors of the Province of Québec)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been, authorized by the Provincial Secretary on September 20, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
28458 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 11 septembre 1950, le changement de nom du "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'Est de la Province de Québec" en celui de "Les Instituteurs de la Banlieue de Québec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28459-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chanter Coopératif de l'U.C.C. de St-Cœur de Marie", en date du 25 juillet 1950, dont le siège social est situé à Saint-Cœur de Marie, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 6 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28468-o JEAN BRUCHÉSI.

A. COUTURIER & FILS, LIMITÉE

Règlement N° 33

(tel qu'adopté par les directeurs le 8 septembre 1950 et sanctionné par les actionnaires le 21 septembre 1950).

Pour réduire le nombre des directeurs de la Compagnie de cinq à trois.

"Le nombre des directeurs de la Compagnie est, par les présentes, réduit de cinq à trois et l'article 10 des Règlements Généraux de la Compagnie est amendé en conséquence."

Certifié copie conforme.

Marsoui, P.Q., le 22 septembre 1950.

Le Président,
28469-o ALPH. COUTURIER,
Le Secrétaire,
OSCAR COUTURIER.

LAKE BRULÉ COUNTRY CLUB LIMITED

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs de trois à quatorze.

"Les règlements Nos 21 à 26 inclusivement sont, par les présentes, révoqués et remplacés par le suivant, qui est décrété comme règlement de la Compagnie:

21. Le Club sera administré par un bureau de direction composé de quatorze (14) directeurs qui auront l'administration des affaires du Club et qui exerceront tels autres pouvoirs qui lui sont conférés sous l'autorité desdits règlements, ou pourront être conférés par les membres-actionnaires.

Je, soussigné, secrétaire de "Lake Brulé Country Club Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est un extrait conforme des procès-verbaux d'une assemblée, dûment convoquée, des Directeurs de "Lake Brulé Country

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, under date the 11th day of September, 1950, the change of name of the "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'Est de la Province de Québec" into that of "Les Instituteurs de la Banlieue de Québec", and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary this 12th day of September, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28459 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chanter Coopératif de l'U.C.C. de St-Cœur de Marie" under date the twenty-fifth day of July, 1950, whereof the head office is at Saint-Cœur de Marie, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of September, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28468 Under Secretary of the Province.

A. COUTURIER & FILS, LIMITÉE

By-law No. 33

(as adopted by the directors on the 8th of September, 1950, and sanctioned by the shareholders on the 21st of September, 1950).

To decrease the number of directors of the Company from five to three.

"The number of directors of the Company is hereby decreased from five to three and section 10 of the General By-laws of the company is consequently amended."

Certified true copy.

Marsoui, P.Q., September 22, 1950.

ALPH. COUTURIER,
28469 President,
OSCAR COUTURIER,
Secretary.

LAKE BRULÉ COUNTRY CLUB LIMITED

By-law to increase number of Directors, from three to fourteen:

"By-laws Nos. 21 to 26 inclusive are hereby repealed and replaced by the following which are hereby enacted as By-laws of the Company:

21. The club shall be managed by a Board of fourteen (14) directors who shall administer the affairs of the Club and exercise such other authorities as are conferred upon them under these by-laws, or may be conferred upon them by the shareholders-members.

I, the undersigned, Secretary of "Lake Brulé Country Club Limited," hereby certify the foregoing to be a true extract from the Minutes of a duly constituted Meeting of the Directors of "Lake Brulé Country Club Limited," held on

Club Limited", tenue le 15 mai 1950, et une copie conforme du règlement adopté par les Directeurs à ladite assemblée; et de plus, je certifie qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoqué et tenue le 6 juin 1950, pour prendre en considération ledit règlement, qui a été approuvé par au moins les deux tiers des votes donnés à cette assemblée, soit, par le vote unanime de tous les actionnaires présents.

28475 Le Secrétaire,
H. E. WALKER.

May 15th, 1950, and a true copy of the By-law adopted by the Directors at the said meeting; and I further certify that at a Special General Meeting of the Shareholders, duly called and constituted on June 6th, 1950, for consideration of the said By-law, it was approved by more than two-thirds of the votes cast at the said meeting, namely, by the unanimous vote of all the Shareholders present.

28475-o H. E. WALKER,
Secretary.

LOI DE RÉGIME DES EAUX COURANTES

Statuts Refondus, 1941, chapitre 98
Formule 3

3.—(Article 60)

Avis de la demande du dépôt des plans et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que Consolidated Paper Corporation Limited, de la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, se propose de reconstruire le barrage à la décharge du lac Ha! Ha! dans le canton Boileau, comté de Chicoutimi, pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du dit lac Ha! Ha! dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et le terrain qui sera affecté par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, à Chicoutimi, P.Q.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

CONSOLIDATED PAPER CORPORATION LIMITED,
Le Vice-président,
GEO. HENDERSON.

28481-o

Loi du régime des eaux courantes,
Statuts Refondus, 1941, chapitre 98

Formule 1

1.—(Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que l'Office de l'électrification rurale demande la ratification des travaux du barrage qui ont été exécutés sur la rivière Petit Saguenay par l'Office de l'électrification rurale pour le compte de la Coopérative d'Electricité du Petit Saguenay et de l'Anse St-Jean.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui seront affectés pour le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata

WATER COURSE ACT

Revised Statutes, 1941, Chapter 98,
Form 3.

3.—(Section 60)

Notice of Application and Deposit of Plan and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water Course Act, that Consolidated Paper Corporation Limited, of the City of Montreal, in the county of Hochelaga, intends to reconstruct a dam at the outlet of Lake Ha! Ha! in the Township of Boileau, County of Chicoutimi, to store at all seasons the waters of the said Lake Ha! Ha!, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the County of Chicoutimi, at Chicoutimi, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

CONSOLIDATED PAPER CORPORATION LIMITED,
GEO. HENDERSON,
Vice-President.

28481-o

Water-Course Act,
Revised Statutes, 1941, chapter 98

Form 1.

1.—(Section 8)

Application and Notice of deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that the Rural Electrification Bureau requests ratification of the work on a dam, which work was carried out on the Petit Saguenay river by the Rural Electrification Bureau for the account of the "Coopérative d'Electricité du Petit Saguenay et de l'Anse St-Jean".

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Hydraulic

de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi à Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION
28400-40-4-o Rurale.

Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of Chicoutimi, at Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

RURAL ELECTRIFICATION
28500-40-4 BUREAU

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 18 octobre 1950 et présentés avant le 29 novembre 1950, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 18 novembre 1950 et reçues avant le 23 novembre 1950, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 13 décembre 1950.

Québec, le 5 octobre 1950.

Le Greffier,
28498-40-5-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 18th October 1950 and introduced before the 29th November 1950, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 18th November 1950 and received before the 23rd November 1950, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 13th December 1950.

Quebec, October 5th, 1950.

ANTOINE LEMIEUX,
28498-40-5-o Clerk.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que "Elm-brooke Realities Limited," une corporation ayant son siège social en la Cité de Montréal, P.Q., incorporée par Lettres Patentes de la Province de Québec, le sixième jour de décembre, mil neuf cent trente, fera demande pour l'abandon de sa charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 29 septembre 1950.

Le Procureur,
28460-o J. H. HUTCHESON.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Elm-brooke Realities Limited," a body politic and corporate, having its head office in the City of Montreal, P.Q., incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the sixth day of December, Nineteen hundred and thirty (1930), will apply for leave to surrender its Charter pursuant to the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 29th, September, 1950.

J. H. HUTCHESON,
28460-o Attorney.

Avis est donné que la compagnie "H. M. & S. Sportswear Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, à compter d'une date devant être fixée par l'Honorable Lieutenant-gouverneur en conseil.

Les Procureurs de la requérante,
28461 SCHWISBERG & SCHWISBERG.

Notice is hereby given that "H. M. & S. Sportswear Inc." will apply, under the provisions of S. 26, Quebec Companies' Act, for leave to surrender its Charter on a date to be fixed by the Honourable the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, October 2nd, 1950.

SCHWISBERG & SCHWISBERG,
28461-o Attorneys for Applicant.

AVIS LÉGAL

DOMUS CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Domus Construction Company Limited" constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le trente septembre 1950.

Le Secrétaire,
28451 SUSANNE SÉGUIER.

LEGAL NOTICE

DOMUS CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Domus Construction Company Limited," a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this thirtieth day of September, 1950.

SUSANNE SÉGUIER,
28451-o Secretary.

HULL MANUFACTURING COMPANY LTD.

Avis est par ces présentes donné que "Hull Manufacturing Company Ltd." a l'intention de faire application au Procureur Général de la Province de Québec pour abandon de sa charte.

29 septembre 1950.

28452-o Le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM S. MONTGOMERY.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Federal Hosiery Mills Limited", constituée en corporation par lettres patentes du 3 mars 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 octobre 1950.

28478 L'Assistant-procureur général suppléant,
C.-E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gillman & Davine Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 octobre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 octobre 1950.

28478 L'Assistant-procureur général suppléant,
C.-E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Renaissance Cinéma, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 avril 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 octobre 1950.

28478-o L'Assistant-procureur général suppléant,
C.-E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Zakaib Dry Goods Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juin 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 octobre 1950.

28478-o L'Assistant-procureur général suppléant,
C.-E. CANTIN.

HULL MANUFACTURING COMPANY LTD.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and Amendments that "Hull Manufacturing Company Ltd." intends to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

29th September, 1950.

28452-o WILLIAM S. MONTGOMERY,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company, "Federal Hosiery Mills Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1950.

28478-o C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company, "Gillman & Davine Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of October, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1950.

28478-o C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Renaissance Cinéma, Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of April, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of October, 1950.

28478 C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Zakaib Dry Goods Limited", incorporated by letters patent dated the 18th of April 1949.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of October, 1950.

2878 C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General,

Demande à la Législature

Application to Legislature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Matane" demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Ville, aux fins suivantes:

Imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%.

Matane, le 23 septembre 1950.

Les Procureurs de la Pétitionnaires,
28454-40-4-o GAGNON & GAGNON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Town of Matane" will apply to the Legislation of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said Town, for the following purposes:

To levy a sale's tax not exceeding 2%.

Matane, September 23rd, 1950.

GAGNON & GAGNON,
28454-40-4-o Attorneys for the Petitioner.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 620-49.

Québec, le 25 septembre 1950.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du Village de Saint-Charles, dans le comté de Joliette, le territoire suivant, qui sera détaché de celle de Christ-Roi, dans le même comté, savoir:

Les nos du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de St-Charles Borromée: 221 et 222 en entier, bornés au sud par la municipalité scolaire du Village Saint-Charles, à l'est par la rivière L'Assomption, à l'ouest par les terres du rang Ruisseau St-Pierre. Une partie du lot no 223, soit 310 pds. en front avec l'avenue Visitation partant du no 222, allant vers le nord et du côté ouest de cette avenue jusqu'à la propriété actuellement occupés par Henri Bonin, inclusivement, tournant vers l'ouest, en ligne directe jusqu'aux terres du rang Ruisseau St-Pierre. Une partie du no 226 située à l'est de l'avenue Visitation, soit 250 pds., partant du no 221 allant vers le nord jusqu'à la propriété appartenant actuellement à Engelbert Pelletier inclusivement, et borné à l'est par la rivière L'Assomption.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28420-39-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 620-49.

Quebec, September 25, 1950.

Application is made to annex to the school municipality of the Village of Saint Charles, in the county of Joliette, the following territory which shall be detached from that of Christ-Roi, in the same county, to wit:

Nos. of the official cadastre for the municipality of the parish of St-Charles Borromée: the whole of 22 and 222, bounded on the south by the school municipality of the village of Saint Charles, on the east by L'Assomption river, on the west by the lands of range Ruisseau St-Pierre. A part of lot No. 223, namely 310 feet in front, with Visitation Avenue, starting from No. 222, running northerly and on the west side of said Avenue, as far as the property actually occupied by Henri Bonin, inclusively, turning towards the west, in a direct line, as far as the lands of the range Ruisseau St-Pierre. A part of No. 226 situate on the east of Visitation Avenue, namely 250 feet, starting from No. 221 running northerly as far as the property actually belonging to Engelbert Pelletier, inclusively, and bounded on the east by the L'Assomption river.

O. J. DESAULNIERS,
28420-39-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du Canton de Duprat division d'enregistrement de l'Abitibi.

Official Cadastre of the Township of Duprat Registration Division of Abitibi.

Avis est par la présente donné que dans le Rang I, une partie des lots 18 à 28 est annulée et les Blocs 141 à 155 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that in Range I, part of lots 18 to 28 is cancelled and Blocks 141 to 155 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 18 septembre 1950.

Quebec, September the 18th, 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
28462-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
28462-o Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre révisé de la cité de Hull, quartier N° 1 Division d'enregistrement de Hull.

Revised Cadastre of the City of Hull, Ward No 1 Registration Division of Hull.

Avis est par la présente donné que les lots

Notice is hereby given that lots 8-217, 8-223,

8-217, 8-223, 8-229, 8-233, 8-281 à 8-285 sont amendés en vertu de l'article 2174A du Code civil. 8-229, 8-233, 8-281 to 8-285 are amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 25 septembre 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Quebec, September the 25th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

28462-o

28462-o

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 4 octobre 1950, a accordé à Me Jean-Louis Boileau, notaire demeurant et exerçant à Rigaud, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me J. H. Chevrete, notaire décédé.

Montréal, 4 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28482-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 4 octobre 1950, a accordé à Me André Desmarais, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me H. E. Soulard, notaire démissionnaire.

Montréal, 4 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28483-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Paul-René Lavoie, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Victor Joannette, notaire décédé.

Montréal, 7 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28484-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 4 octobre 1950, a accordé à Me Jean-Luc Quirion, notaire, demeurant et exerçant à Beauceville-Ouest, district judiciaire de Beauce, la transmission des minutes, répertoire et index de Me F. G. Fortier, notaire décédé.

Montréal, 4 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28485-o

Notarial Records

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 4th of October, 1950, has granted to Me Jean-Louis Boileau, Notary residing and practising at Rigaud, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me J. H. Chevrete, deceased Notary.

Montreal, October 4th, 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

28482-o

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 4th of October 1950, has granted to Me André Desmarais, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me H. E. Soulard, Notary who has resigned.

Montreal, October 4th 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

28483-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Paul-René Lavoie, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Victor Joannette, deceased Notary.

Montreal, October 7th, 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

28484-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 4th of October 1950, has granted to Me Jean-Luc Quirion, Notary residing and practising at Beauceville-Ouest, Judicial District of Beauce, the transfer of the minutes, repertory and index of Me F. G. Fortier, deceased Notary.

Montreal October 4th, 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

28485-o

Liquidation, avis de:

AVIS DE NOMINATION DU LIQUIDATEUR DE LA
COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE
CONTRE LE FEU DE LA PAROISSE DE
ST-ÉTIENNE DE BOLTON

Winding up Notice :

NOTICE OF APPOINTMENT OF THE LIQUIDATOR
OF COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE
CONTRE LE FEU DE LA PAROISSE DE
ST-ETIENNE DE BOLTON

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Étienne de Bolton, tenue le 30 septembre 1950, le soussigné a été nommé liquidateur de ladite compagnie, conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des Assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite compagnie devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de Procédure Civile, ce trentième jour de septembre, 1950.

Le Liquidateur,
PAUL TALBOT,
Waterloo, P.Q.

28467-40-2-o

Notice is hereby given that on the 30th of September, at a general special meeting of the members of Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Étienne de Bolton, the undersigned was appointed Liquidator of the affairs of the said company pursuant to the provisions of section 276 of Quebec Insurance Act.

Any claim against the said company must be sworn to and filed with me within thirty days following the present notice.

Given pursuant to article 872 of the Code of Civil Procedure, this thirtieth day of September, 1950.

PAUL TALBOT,
Liquidator,
Waterloo, P.Q.

28467-40-2-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 6 septembre 1950.

Mtre Paul Gérin, avocat, de Coaticook: recorder de la ville de Coaticook.
28495-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission, to make the following appointment:

Quebec, September 6, 1950.

Mtre Paul Gérin, advocate, of Coaticook: recorder for the town of Coaticook.
28495

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

Par l'Honorable Gaspard Fauteux, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

Le Procureur général, M. L. DUPLESSIS, ATTENDU qu'il a plu à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, par une commission, sous le Grand Sceau du Canada, en date du 1er octobre 1950, en la ville d'Ottawa, dans la Puissance du Canada, de me nommer Lieutenant-Gouverneur, d'après les termes des clauses 58 et 59 de la Loi constituant l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la province de Québec, l'une des provinces de la Puissance du Canada, et de me conférer l'autorité et le pouvoir de faire exécuter, en la manière qu'il sera la plus convenable, toutes choses ressortant de la charge qui n'est confiée, conformément aux prescriptions de ladite loi de l'Amérique Britannique du Nord, aux statuts qui s'y rapportent, et suivant les instructions contenues dans ma commission, comme toutes celles qui, de temps à autre, pourront m'être données relativement aux affaires de ladite province de Québec, selon telles lois qui sont en vigueur ou le pourront devenir dans la province de Québec;

SACHEZ DONC que j'ai jugé à propos, de l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec,

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

By the Honourable Gaspard Fauteux, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

M. L. DUPLESSIS, ATTORNEY GENERAL. WHEREAS His Excellency the Governor General in Council has been pleased, by commission under the Great Seal of Canada, dated the first day of October, 1950, in the City of Ottawa, in the Dominion of Canada, to appoint Me Lieutenant-Governor, in accordance with the terms of the clauses 58 and 59 of the British North America Act, 1867, for the Province of Quebec, one of the provinces of the Dominion of Canada, and to confer on me the authority and power to execute, in the most fitting manner, all things resulting from the charge confided in me, in conformity with the provisions of the said British North America Act, the statutes connected therewith and in accordance with the instructions contained in my commission, and of all those which, from time to time, may be given me relating to the business of the said Province of Quebec, conformably to such laws as are or may be in force in the Province of Quebec.

NOW KNOW YE that I have deemed proper, with the advice of the Executive Council of the Prov-

d'émettre cette proclamation pour faire connaître ma nomination; et aussi, de l'avis du Conseil exécutif, je commande à tous les officiers et ministres de Sa Majesté, en ladite province de Québec, de continuer l'exercice de leurs charges et emplois respectifs et je requiers tous les loyaux sujets de Sa Majesté et tous les autres que les présentes peuvent concerner d'en prendre connaissance et d'agir en conséquence.

DONNÉ sous mon seing et sceau, à Québec, ce quatrième jour d'octobre en l'année de Notre Seigneur mil neuf cent cinquante, et dans la quatorzième année du règne de Sa Majesté.
GASPARD FAUTEUX.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
28496-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi:

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le huit novembre prochain et, en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur **GASPARD FAUTEUX, C.P., LL. D., D.D.S., L.D.S.**, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le quatrième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante et de Notre règne le quatorzième

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,
28499-40-5-o **ANTOINE LEMIEUX.**

ince of Quebec, to issue this proclamation to make known my appointment, and also, with the advice of the Executive Council, I command all the officers and ministers of His Majesty, in the said Province of Quebec, to continue in the exercise of their respective charges and functions and I request all His Majesty's loyal subjects and all others whom these presents may concern, to take cognizance thereof and govern themselves accordingly.

GIVEN under my hand and Seal, at Quebec, this fourteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty, and in the fourteenth year of His Majesty's Reign.
GASPARD FAUTEUX,

By Command
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:
GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTH day of NOVEMBER next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. **GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S.**, Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this fourth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fourteenth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
at Quebec.

Sièges sociaux

Deschamps & Bélanger Ltée, constitué en corporation par lettres patentes du 26 juillet 1948 en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, y a établi son bureau au N° 680 de la rue Sherbrooke ouest et un autre bureau au N° 17 rue Nicholson, à Valleyfield, P.Q.
Montréal, 21 avril 1950.

Le Président,
28453-o **ALBERT DESCHAMPS.**

Head Offices

Deschamps & Bélanger Ltée, incorporated by letters patent dated the 26th of July, 1948, under the Quebec Companies' Act, having its head office in the city of Montreal, has established its office there at No. 680 Sherbrooke street West and another office at No. 17 Nicholson street, at Valleyfield, P.Q.
Montreal, 21 April, 1950.

ALBERT DESCHAMPS,
President.

Avis est donné que la Compagnie "Camionnage CENTRAL Trucking Inc." constituée en corporation par Lettre Patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 21^{ème} jour d'août 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au N° 2255 rue Sheppard.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16^{ème} jour de Septembre 1950.

CAMIONNAGE CENTRAL TRUCKING INC.,
Le Président,
28463-o RAPHAEL BEAUDETTE.

Notice is hereby given that the "Camionnage CENTRAL Trucking Inc." company incorporated by letters patent issued under part 1 of the Quebec Companies' Act, on the twenty-first of August 1950, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at 2255 Sheppard street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 16th of September 1950.

CAMIONNAGE CENTRAL TRUCKING INC.,
RAPHAEL BEAUDETTE,
28463-o President.

Canda, Province de Québec, District de Montréal

Avis est donné que la compagnie "L. E. Matthew Limited", constituée en corporation par lettres patentes enregistrées le 24 août 1950, Livre 231, Folio 44, a établi son siège social à 1010 Ste-Catherine Ouest, Chambre 415, Montréal, Qué.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 26 septembre 1950.

(Sceau)
28464 Le Président,
L. E. MATTHEW.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

Notice is hereby given that "L. E. Matthew Limited," incorporated by Letters Patent recorded on the 24th day of August, 1950, Book 231, Folio 44, has established its Head Office at 1010 St. Catherine Street West, Room 415, Montreal, Que.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as its Head Office.

Dated at Montreal this 26th day of September, 1950.

(Seal)
28464-o L. E. MATTHEW,
President.

LES PLACEMENTS DUVERNAY INC.
DUVERNAY INVESTMENTS INC.

"Avis est donné que la compagnie "Les Placements Duvernay Inc. — Duvernay Investments Inc.", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, en date du 7 juin 1950, a sa principale place d'affaires à 4489 rue Papineau, dans la Cité de Montréal, district de Montréal."

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12 juin 1950.

LES PLACEMENTS DUVERNAY INC.
DUVERNAY INVESTMENTS INC.
par: PAUL GALIPEAU,
28465-o Le Président.

LES PLACEMENTS DUVERNAY INC.
DUVERNAY INVESTMENTS INC.

Notice is hereby given that the company "Les Placements Duvernay Inc.—Duvernay Investments Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date the 7th day of June, 1950, has its head office at 4489 Papineau street, in the City of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of June, 1950.

LES PLACEMENTS DUVERNAY INC.
DUVERNAY INVESTMENTS INC.,
Per: PAUL GALIPEAU,
28465 President.

Avis de la situation du Bureau Principal
de "P. A. Gouin Limitée"

Avis est donné que la compagnie "P. A. Gouin Limitée," constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juin 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 71 rue Des Forges, en ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 23^{ème} jour d'août, 1950.

P. A. GOUIN LIMITÉE,
Par: JEAN-PIERRE GAUTHIER,
28466-o Secrétaire-trésorier dûment autorisé.

Notice of Situation of the Head Office
of P. A. Gouin Limitée"

Notice is hereby given that the company "P. A. Gouin Limitée", incorporated by letters patent bearing date the 16th day of June, 1950, and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at No. 71 Des Forges street, in the said city.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, this 23rd day of August, 1950.

P. A. GOUIN LIMITÉE,
Per: JEAN PIERRE GAUTHIER,
28466 Duly authorized Secretary-Treasurer.

Avis est donné que "The Lions Boys' Club", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 août 1950, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au No. 771 rue Burnside, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 2 octobre 1950.

28470-o Le Secrétaire-trésorier,
C. A. WYLIE.

Notice is hereby given that "The Lions Boys' Club", incorporated by letters patent dated August 29, 1950, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 771 Burnside Street, in the City of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 3rd day of October 1950.

28470-o C. A. WYLIE,
Secretary-Treasurer.

LES INDUSTRIES SICARD LIMITÉE
SICARD INDUSTRIES LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Les Industries Sicard Limitée—Sicard Industries Limited", compagnie incorporée par lettres patentes en date du 16 mars 1945, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 4477, Lafontaine.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 26 septembre 1950.

28472-o Le Président,
IRENÉE SICARD.

LES INDUSTRIES SICARD LIMITÉE
SICARD INDUSTRIES LIMITED

Notice is hereby given that "Les Industries Sicard Limitée—Sicard Industries Limited", a company incorporated by letters patent dated the 16th day of March, 1945, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 4477 Lafontaine.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, September 26, 1950.

28472 IRENÉE SICARD,
President.

Province de Québec—District de Montréal

CLERK WINDOWS LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Clerk Windows Limited", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 juin 1950, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1499 rue Bishop, Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, Qué., le 2 septembre 1950.

28473 Le Président,
ÉDOUARD CLERK.

Province of Quebec—District of Montreal

CLERK WINDOWS LIMITED

Notice is hereby given that "Clerk Windows Limited", a Company incorporated by Letters Patent dated June 23, 1950, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at number 1499 Bishop St., Montreal.

From and after the date of the present notice, the said address will be considered by the Company as being that of its Head Office.

Dated at Montreal, Que., this 2nd September 1950.

28473-o ÉDOUARD CLERK,
President.

Province de Québec — District de Montréal

MCGRAIL MOTORS LTD

Avis est donné que la compagnie "McGrail Motors Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 mars 1950 et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5228 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Qué.

A compter de la date de cet avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant celle de son siège social.

Daté à Montréal, le 1er septembre 1950.

28487 Le Président,
TERENCE MCGRAIL.

Province of Quebec — District of Montreal

MCGRAIL MOTORS LTD.

Notice is hereby given that "McGrail Motors Ltd." a company incorporated by letters patent March 13, 1950, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at number 5228 Côte-des-Neiges Road, Montréal, Que.

From and after the date of the present notice, the said address will be considered by the company as being that of its head office.

Dated at Montreal, September 1, 1950.

28487-o TERENCE MCGRAIL,
President.

Province de Québec — District de Montréal.

THE SPORTS CAR COMPANY INC.

Avis est donné que la compagnie "The Sports Car Company Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mars 1950 et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1180 rue Saint-Antoine, Montréal, Qué.

Province of Quebec — District of Montreal

THE SPORTS CAR COMPANY INC.

Notice is hereby given that "The Sports Car Company Inc.", a company incorporated by letters patent dated March 6, 1950, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at number 1180 St. Antoine Street, Montreal, Que.

A compter de la date de cet avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant celle de son siège social.

Daté à Montréal, le 1er septembre 1950.

Le Président.

28488

TERENCE McGRAIL.

From and after the date of the present notice, the said address will be considered by the company as being that of its head office.

Dated at Montreal, September 1, 1950.

TERENCE McGRAIL,

President.

28488-o

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Soumissions pour Obligations

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues au bureau du soussigné en l'hôtel-de-ville de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le mercredi, 25 octobre 1950, pour l'achat de \$500,000.00 d'obligations de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, datées du 1er novembre 1950 et remboursables en séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1975 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le taux d'intérêt ne doit pas dépasser 3½% par année, et il peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Ces obligations sont émises en vertu du règlement N° 469 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égoût, de voirie, et trottoirs, pour l'achat de machinerie et autres fins, et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Date	Capital
1er nov. 1951.....	\$ 3,000.00
1er nov. 1952.....	3,000.00
1er nov. 1953.....	4,000.00
1er nov. 1954.....	10,000.00
1er nov. 1955.....	10,000.00
1er nov. 1956.....	10,000.00
1er nov. 1957.....	15,000.00
1er nov. 1958.....	15,000.00
1er nov. 1959.....	15,000.00
1er nov. 1960.....	20,000.00
1er nov. 1961.....	20,000.00
1er nov. 1962.....	20,000.00
1er nov. 1963.....	20,000.00
1er nov. 1964.....	20,000.00
1er nov. 1965.....	20,000.00
1er nov. 1966.....	25,000.00
1er nov. 1967.....	25,000.00
1er nov. 1968.....	25,000.00
1er nov. 1969.....	25,000.00
1er nov. 1970.....	30,000.00
1er nov. 1971.....	30,000.00
1er nov. 1972.....	30,000.00
1er nov. 1973.....	30,000.00
1er nov. 1974.....	35,000.00
1er nov. 1975.....	40,000.00
Total.....	\$500,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Salaberry-de-Valleyfield, au choix du porteur. Ces obligations seront émises en coupures de \$500.00 ou de multiples de \$500.00 et pourront être enregistrées quant au capital au bureau

Tenders

Province of Quebec

CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given, that written sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received at the office of the undersigned, in the city-hall of the City of Salaberry-de-Valleyfield, until eight o'clock in the afternoon on Wednesday, October the 25th, 1950, for the purchase of the city of Salaberry-de-Valleyfield bonds, amounting to \$500,000.00 dated November 1st 1950 and redeemable in series from November 1st, 1951 to November 1st 1975; inclusively, interest being payable semi-annually on the 1st of May and 1st of November of each year.

The rate of interest shall not exceed 3½% per annum and it may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

This issue has been authorized by the city of Salaberry-de-Valleyfield By-law No. 469, for the execution of waterworks, the construction of sewers, roads, sidewalks, to purchase machinery, and other purposes, and the said bonds will mature according to the following schedule:

Date	Capital
Nov. 1st, 1951.....	\$ 3,000.00
Nov. 1st, 1952.....	3,000.00
Nov. 1st, 1953.....	4,000.00
Nov. 1st, 1954.....	10,000.00
Nov. 1st, 1955.....	10,000.00
Nov. 1st, 1956.....	10,000.00
Nov. 1st, 1957.....	15,000.00
Nov. 1st, 1958.....	15,000.00
Nov. 1st, 1959.....	15,000.00
Nov. 1st, 1960.....	20,000.00
Nov. 1st, 1961.....	20,000.00
Nov. 1st, 1962.....	20,000.00
Nov. 1st, 1963.....	20,000.00
Nov. 1st, 1964.....	20,000.00
Nov. 1st, 1965.....	20,000.00
Nov. 1st, 1966.....	25,000.00
Nov. 1st, 1967.....	25,000.00
Nov. 1st, 1968.....	25,000.00
Nov. 1st, 1969.....	25,000.00
Nov. 1st, 1970.....	30,000.00
Nov. 1st, 1971.....	30,000.00
Nov. 1st, 1972.....	30,000.00
Nov. 1st, 1973.....	30,000.00
Nov. 1st, 1974.....	35,000.00
Nov. 1st, 1975.....	40,000.00
Total.....	\$500,000.00

Both the principal and interest will be payable at the holder's option at the bank referred to in the loan procedure at Montreal, at Québec or at Salaberry-de-Valleyfield. These bonds will be issued in denominations of \$500.00 and multiples of \$500.00 and may be registered as to capital at the office of the undersigned; the bonds will be

du soussigné; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chap. 212, S.R.Q. 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat et partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du Conseil de la cité de Salaberry-de-Valleyfield qui sera tenue mercredi, le 25 octobre 1950, à huit heures du soir, en l'hôtel-de-ville de ladite cité ou à toute séance ajournée et tenue dans les vingt-quatre heures.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions produites.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 6ième jour du mois d'octobre 1950.

Le Greffier de la Cité,
CHARLES CODEBECQ,
Hôtel de Ville,
Valleyfield, Qué.

28493-o

Province de Québec,

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DU CANTON
MAGOG
(Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilfrid Clément, secrétaire-trésorier, 30 ouest rue St-Patrice, Magog, comté de Stanstead, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 25 octobre 1950, pour l'achat de \$73,500 d'obligations de la Commission scolaire catholique du Canton Magog, datées du 1er octobre 1950, et remboursables par séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$73,500 — 15 ans

Année	Capital
1er octobre 1951.....	x\$ 9,000.00
1er octobre 1952.....	x 9,500.00
1er octobre 1953.....	x 10,000.00
1er octobre 1954.....	x 10,000.00
1er octobre 1955.....	x 10,500.00
1er octobre 1956.....	x 11,000.00
1er octobre 1957.....	1,500.00
1er octobre 1958.....	1,500.00
1er octobre 1959.....	1,500.00
1er octobre 1960.....	1,500.00
1er octobre 1961.....	1,500.00
1er octobre 1962.....	1,500.00
1er octobre 1963.....	1,500.00
1er octobre 1964.....	1,500.00
1er octobre 1965.....	1,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$59,494.50, accordé par le Secrétaire de la province et

The said bonds are under the authority of Chap. 212, R.S.Q. 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the city of Salaberry-de-Valleyfield equal to 1% of the amount of this issue and every tender must specify, whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council of the City of Salaberry-de-Valleyfield, which will be held on Wednesday, October the 25th, 1950, at eight, o'clock p.m., in the City-Hall of the said City, or at any meeting adjourned and held in the following twenty-four hours.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Salaberry-de-Valleyfield, this 6th day of October 1950.

CHARLES CODEBECQ,
City-Clerk,
Town Hall,
Valleyfield, P.Q.

28493-o

Province of Quebec,

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP
MAGOG
(County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Wilfrid Clément, secretary-treasurer, 30 St-Patrice street West, Magog, county of Stanstead, up to 8 o'clock P.M., Wednesday, the 25th day of October, 1950, for the purchase of \$73,500 of bonds of the Catholic School Commission of the Township of Magog, dated the 1st of October, 1950, and redeemable serially from the 1st of October 1951 to the 1st of October 1965 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$73,500 — 15 years

Year	Capital
1st October 1951.....	x \$9,000.00
1st October 1952.....	x 9,500.00
1st October 1953.....	x 10,000.00
1st October 1954.....	x 10,000.00
1st October 1955.....	x 10,500.00
1st October 1956.....	x 11,000.00
1st October 1957.....	1,500.00
1st October 1958.....	1,500.00
1st October 1959.....	1,500.00
1st October 1960.....	1,500.00
1st October 1961.....	1,500.00
1st October 1962.....	1,500.00
1st October 1963.....	1,500.00
1st October 1964.....	1,500.00
1st October 1965.....	1,500.00

The letters x indicates the years during which annual payments of a total amount of \$59,494.50 granted by the Provincial Secretary and payable

payable en six versements annuels de \$9,915.75 chacun, de 1951 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Magog.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 122 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 25 octobre 1950, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, à 30 ouest, rue St-Patrice, Magog.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (comté de Stanstead), ce 4 octobre 1950

Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID CLÉMENT.

30 ouest, rue St-Patrice,
Magog, (comté de Stanstead), P.Q. 28489-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-RODRIGUE
(Charlesbourg)
(Comté de Québec)

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jos. Godbout, secrétaire-trésorier, 147, 1ère avenue, Gros-Pin, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi le 26 octobre 1950, pour l'achat de \$270,000 d'obligations de la commission scolaire de St-Rodrigue, datées du 1er septembre 1950 et remboursables par séries du 1er septembre 1951 au 1er septembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$270,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1951	x\$16,500.00
1er septembre 1952	x 17,000.00
1er septembre 1953	x 17,500.00
1er septembre 1954	x 18,000.00
1er septembre 1955	x 19,000.00
1er septembre 1956	x 19,500.00
1er septembre 1957	x 20,000.00
1er septembre 1958	x 21,000.00
1er septembre 1959	x 21,500.00
1er septembre 1960	x 22,500.00
1er septembre 1961	6,500.00
1er septembre 1962	7,000.00
1er septembre 1963	7,000.00
1er septembre 1964	7,500.00
1er septembre 1965	7,500.00
1er septembre 1966	8,000.00
1er septembre 1967	8,000.00
1er septembre 1968	8,500.00
1er septembre 1969	8,500.00
1er septembre 1970	9,000.00

in six annual instalments of \$9,915.75 each, from 1951 to 1956 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Magog.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Wednesday, the 25th day of October, 1950, at 8 o'clock P.M., in the office of the secretary-treasurer, at 30 St-Patrice street west, Magog.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead), this 4th day of October, 1950.

WILFRID CLÉMENT,
Secrétaire-Treasurer.

30 St-Patrice street West,
Magog, (County of Stanstead), Que. 28489

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST-RODRIGUE
(Charlesbourg)
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jos. Godbout, secretary-treasurer, 147 1st avenue, Gros-Pin, county of Quebec, up to 8 o'clock P.M., Thursday the 26th day of October, 1950, for the purchase of \$270,000 of bonds of the school commission of St-Rodrigue, dated the 1st of September, 1950, and redeemable serially from the 1st of September, 1951, to the 1st of September 1970 inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$270,000 — 20 years

Year	Capital
1st September 1951	x\$16,500.00
1st September 1952	x 17,000.00
1st September 1953	x 17,500.00
1st September 1954	x 18,000.00
1st September 1955	x 19,000.00
1st September 1956	x 19,500.00
1st September 1957	x 20,000.00
1st September 1958	x 21,000.00
1st September 1959	x 21,500.00
1st September 1960	x 22,500.00
1st September 1961	6,500.00
1st September 1962	7,000.00
1st September 1963	7,000.00
1st September 1964	7,500.00
1st September 1965	7,500.00
1st September 1966	8,000.00
1st September 1967	8,000.00
1st September 1968	8,500.00
1st September 1969	8,500.00
1st September 1970	9,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$165,620 accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements annuels de \$16,562 chacun, de 1951 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi le 26 octobre 1950, à 8 heures p.m., à l'école de la 12ème rue ouest, à Gros-Pin, comté de Québec.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gros-Pin, (Comté de Québec), ce 4 octobre 1950

Le Secrétaire-trésorier,
JOS. GODBOUT.

147, 1ère avenue,
Gros-Pin, (Comté de Québec), Qué. 28492-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE McMASTERVILLE
(Comté de Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Bernard Cormier, C.P. 170, Belœil, comté de Verchères, ou à son bureau, rue Richelieu, Belœil, comté de Verchères, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi le 24 octobre 1950, pour l'achat de \$80,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de McMasterville, datées du 15 juin 1950 et remboursables par séries du 15 juin 1951 au 15 juin 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$80,000.00—15 ans

Année	Capital
15 juin 1951.....	x\$13,000.00
15 juin 1952.....	x 13,500.00
15 juin 1953.....	3,500.00
15 juin 1954.....	3,500.00
15 juin 1955.....	3,500.00
15 juin 1956.....	3,500.00
15 juin 1957.....	4,000.00
15 juin 1958.....	4,000.00
15 juin 1959.....	4,000.00
15 juin 1960.....	4,000.00
15 juin 1961.....	4,500.00
15 juin 1962.....	4,500.00
15 juin 1963.....	4,500.00
15 juin 1964.....	5,000.00
15 juin 1965.....	5,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$165,620 granted by the Provincial Secretary and payable in ten annual instalments of \$16,562 each, from 1951 to 1960 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal or at Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Thursday, the 26th day of October, 1950, at 8 o'clock P.M., in the school on 12th street West, at Gros-Pin, county of Quebec.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Gros-Pin (county of Quebec), this 4th day of October, 1950.

JOS. GODBOUT,
Secretary-Treasurer.

147, First Avenue,
Gros-Pin, (County of Quebec), Que. 28492.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF McMASTERVILLE
(County of Verchères)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Bernard Cormier, P.O. Box 170, Belœil, county of Verchères, or at his office, Richelieu street, Belœil, county of Verchères, until 7.30 o'clock Tuesday, October 24, 1950, for the purchase of \$80,000 of bonds of the school commissioners for the municipality of the village of McMasterville, dated the 15th of June, 1950, and redeemable serially from the 15th of June, 1951, to the 15th of June, 1965 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½%, payable semi-annually on the 15th of June and 15th of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$80,000—15 years

Year	Capital
June 15, 1951.....	x\$13,000.00
June 15, 1952.....	x 13,500.00
June 15, 1953.....	3,500.00
June 15, 1954.....	3,500.00
June 15, 1955.....	3,500.00
June 15, 1956.....	3,500.00
June 15, 1957.....	4,000.00
June 15, 1958.....	4,000.00
June 15, 1959.....	4,000.00
June 15, 1960.....	4,000.00
June 15, 1961.....	4,500.00
June 15, 1962.....	4,500.00
June 15, 1963.....	4,500.00
June 15, 1964.....	5,000.00
June 15, 1965.....	5,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$21,440, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements annuels de \$10,720 chacun, en 1951 et en 1952 seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Belœil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi le 24 octobre 1950, à 8 heures p.m., dans le sous-bassement de la salle paroissiale de McMasterville, à McMasterville.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, comté de Verchères, ce 3 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD CORMIER,
C.P. 170, ou rue Richelieu,
Belœil, Cté de Verchères, Qué.

28477-o

Province de Québec

PAROISSE DE STE-AGATHE-DES-MONTS
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Liboiron, secrétaire-trésorier, C.P. 300, Ste-Agathe-de-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 7.00 heures p.m., jeudi le 26 octobre 1950, pour l'achat de \$35,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, datées du 1er octobre 1950 et remboursables par séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$5,000—20 ans

Année	Capital
1er octobre 1951.....	\$1,000.00
1er octobre 1952.....	1,500.00
1er octobre 1953.....	1,500.00
1er octobre 1954.....	1,500.00
1er octobre 1955.....	1,500.00
1er octobre 1956.....	1,500.00
1er octobre 1957.....	1,500.00
1er octobre 1958.....	1,500.00
1er octobre 1959.....	1,500.00
1er octobre 1960.....	1,500.00
1er octobre 1961.....	1,500.00
1er octobre 1962.....	2,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$21,440 granted by the Provincial Secretary and payable in two annual instalments of \$10,720 each, in 1951, and 1952, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Belœil.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Tuesday, the 24th day of the month of October, 1950, at 8 o'clock P.M., in the basement of the Parish Hall of McMasterville, at McMasterville.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

McMasterville, County of Verchères, this 3rd day of October, 1950.

BERNARD CORMIER,
Secretary-Treasurer,
P.O. Box 170, or Richelieu Street,
Belœil, County of Verchères, Que.

28477

Province of Quebec

PARISH OF STE-AGATHE-DES-MONTS
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Georges Liboiron, secretary treasurer, P.O. Box 300, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, up to 7.00 o'clock P.M., Thursday, the 26th day of October, 1950, for the purchase of \$35,000 of bonds of the parish of Ste-Agathe-des-Monts, dated the 1st of October, 1950, and redeemable serially from the 1st of October, 1951, to the 1st of October, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$35,000—20 years

Year	Capital
1st October 1951.....	\$1,000.00
1st October 1952.....	1,500.00
1st October 1953.....	1,500.00
1st October 1954.....	1,500.00
1st October 1955.....	1,500.00
1st October 1956.....	1,500.00
1st October 1957.....	1,500.00
1st October 1958.....	1,500.00
1st October 1959.....	1,500.00
1st October 1960.....	1,500.00
1st October 1961.....	1,500.00
1st October 1962.....	2,000.00

1er octobre 1963.....	2,000.00
1er octobre 1964.....	2,000.00
1er octobre 1965.....	2,000.00
1er octobre 1966.....	2,000.00
1er octobre 1967.....	2,000.00
1er octobre 1968.....	2,000.00
1er octobre 1969.....	2,500.00
1er octobre 1970.....	2,500.00

1st October 1963.....	2,000.00
1st October 1964.....	2,000.00
1st October 1965.....	2,000.00
1st October 1966.....	2,000.00
1st October 1967.....	2,000.00
1st October 1968.....	2,000.00
1st October 1969.....	2,500.00
1st October 1970.....	2,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi le 26 octobre 1950, à 7.00 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, à l'Hôtel de Ville de Ste-Agathe-des-Monts.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, ce 5 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LIBOIRON,
 C.P. 300, Ste-Agathe-des-Monts,
 Terrebonne.

28490-0

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Ste-Agathe-des-Monts.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, the 26th day of October, 1950, at 7.00 P.M., in the office of the Secretary-Treasurer at the Town Hall of Ste-Agathe-des-Monts.

The council does not bind itself to accept the highest not any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts County of Terrebonne, this 5th day of October, 1950.

GEORGES LIBOIRON,
 Secretary-Treasurer,
 P.O. Box 300, Ste-Agathe-des-Monts,
 Terrebonne.

28490

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE VILLAGE DE STE-MARIE
 (Comté de Beauce)

Avis publié est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J.-A. Brochu, secrétaire-trésorier, Ste-Marie, comté de Beauce, jusqu'à 8.30 heures p.m. mardi le 24 octobre 1950, pour l'achat de \$150,000 d'obligations de la commission scolaire du village de Ste-Marie, datées du 1er octobre 1950 et remboursables par séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1951.....	x\$20,500.00
1er octobre 1952.....	x 21,500.00
1er octobre 1953.....	x 22,000.00
1er octobre 1954.....	x 23,000.00
1er octobre 1955.....	3,000.00
1er octobre 1956.....	3,000.00
1er octobre 1957.....	3,000.00
1er octobre 1958.....	3,500.00
1er octobre 1959.....	3,500.00
1er octobre 1960.....	3,500.00
1er octobre 1961.....	3,500.00

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF
 STE-MARIE
 (County of Beauce)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J. A. Brochu, secretary-treasurer, Ste-Marie, county of Beauce, up to 8.30 o'clock Tuesday the 24th day of October, 1950, for the purchase of \$150,000 of bonds of the school commission of the village of Ste-Marie, dated the 1st of October, 1950, and redeemable serially from the 1st of October 1951 to the 1st of October 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$150,000 — 20 years

Year	Capital
1st October 1951.....	x\$20,050.00
1st October 1952.....	x 21,500.00
1st October 1953.....	x 22,000.00
1st October 1954.....	x 23,000.00
1st October 1955.....	3,000.00
1st October 1956.....	3,000.00
1st October 1957.....	3,000.00
1st October 1958.....	3,500.00
1st October 1959.....	3,500.00
1st October 1960.....	3,500.00
1st October 1961.....	3,500.00

1 ^{er} octobre 1962	4,000.00	1st October 1962	4,000.00
1 ^{er} octobre 1963	4,000.00	1st October 1963	4,000.00
1 ^{er} octobre 1964	4,000.00	1st October 1964	4,000.00
1 ^{er} octobre 1965	4,500.00	1st October 1965	4,500.00
1 ^{er} octobre 1966	4,500.00	1st October 1966	4,500.00
1 ^{er} octobre 1967	4,500.00	1st October 1967	4,500.00
1 ^{er} octobre 1968	4,500.00	1st October 1968	4,500.00
1 ^{er} octobre 1969	5,000.00	1st October 1969	5,000.00
1 ^{er} octobre 1970	5,000.00	1st October 1970	5,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$83,227.90, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements annuels de \$20,807.00 chacun et un dernier versement de \$20,806.90, de 1951 à 1954 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Marie-de-Beauce.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi le 24 octobre 1950, à 8.30 heures p.m., au Centre Récréatif de Ste-Marie-de-Beauce.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Ste-Marie (Comté de Beauce), ce 4 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BROCHU,
Ste-Marie (Beauce), Qué.

28491-o

Province de Québec

PARTIE EST, CANTON ABERCROMBIE-
(St-Hippolyte)
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges-E. Désautels, secrétaire-trésorier, St-Hippolyte, comté de Terrebonne jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi le 23 octobre 1950, pour l'achat de \$26,000.00 d'obligations de la municipalité de Partie Est, Canton Abercrombie, datées du 1^{er} septembre 1950 et remboursables par séries du 1^{er} septembre 1951 au 1^{er} sept. 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$26,000—15 ans

Année	Capital
1 ^{er} septembre 1951	\$1,000.00
1 ^{er} septembre 1952	1,000.00
1 ^{er} septembre 1953	1,000.00
1 ^{er} septembre 1954	1,000.00
1 ^{er} septembre 1955	1,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$83,227.90 granted by the Provincial Secretary and payable in three annual instalments of \$20,807 each and the last instalment of \$20,806.90, from 1951 to 1954 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Ste-Marie-de-Beauce.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1951; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday the 24th day of October, 1950, at 8.30 o'clock p.m., in the Recreational Centre of Ste-Marie-de-Beauce.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Ste-Maria (County of Beauce), this 4th day of October, 1950.

J. A. BROCHU,
Secretary-Treasurer,
Ste-Marie (Beauce), Que.

28491

Province de Québec

EAST PART, ABERCROMBIE TOWNSHIP
(St. Hippolyte)
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges E. Desautels, Secretary-Treasurer, St. Hippolyte, County of Terrebonne, until 7.30 o'clock Monday, October 23, 1950 for the purchase of an issue of \$26,000 of bonds of the Municipality of East Part, Abercrombie, Township, dated September 1, 1950 and redeemable serially from September 1, 1951 to September 1, 1965 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$26,000—15 years

Year	Capital
September 1, 1951	\$1,000.00
September 1, 1952	1,000.00
September 1, 1953	1,000.00
September 1, 1954	1,000.00
September 1, 1955	1,000.00

1er septembre 1956	1,000.00
1er septembre 1957	1,000.00
1er septembre 1958	1,000.00
1er septembre 1959	1,000.00
1er septembre 1960	1,000.00
1er septembre 1961	1,500.00
1er septembre 1962	1,500.00
1er septembre 1963	1,500.00
1er septembre 1964	1,500.00
1er septembre 1965	10,000.00

September 1, 1956	1,000.00
September 1, 1957	1,000.00
September 1, 1958	1,000.00
September 1, 1959	1,000.00
September 1, 1960	1,000.00
September 1, 1961	1,500.00
September 1, 1962	1,500.00
September 1, 1963	1,500.00
September 1, 1964	1,500.00
September 1, 1965	10,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à St-Jérôme ou à St-Hippolyte.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 23 octobre 1950, à 7.30 heures p.m., à la salle paroissiale de St-Hippolyte.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hippolyte, comté de Terrebonne, ce 26 septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-E. DESAUTELS,
St-Hippolyte, Cté Terrebonne,
Qué.

28476-o

Province de Québec
CITÉ DE ROUYN
(Comté de Témiscamingue)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Beauchemin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Rouyn, comté de Témiscamingue, jusqu'à 5 heures p.m., lundi le 23 octobre 1950, pour l'achat de \$145,000 d'obligations de la Cité de Rouyn, datées du 1er juillet 1950 et remboursables par séries d'octobre 1951 au 1er juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$145,000—20 ans

Année	Capital
1er juillet 1951	\$5,000.00
1er juillet 1952	5,000.00
1er juillet 1953	5,000.00
1er juillet 1954	6,000.00
1er juillet 1955	6,000.00
1er juillet 1956	6,000.00
1er juillet 1957	7,000.00
1er juillet 1958	7,000.00
1er juillet 1959	7,000.00
1er juillet 1960	7,000.00
1er juillet 1961	8,000.00
1er juillet 1962	8,000.00
1er juillet 1963	8,000.00
1er juillet 1964	8,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, St. Jérôme or St. Hippolyte.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 23rd day of the month of October, 1950, at 7.30 o'clock p.m., in the Parish Hall of St. Hippolyte.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Hippolyte, County of Terrebonne, this 26th day of September 1950.

GEORGES E. DESAUTELS,
Secretary-Treasurer,
St. Hippolyte, County of Terrebonne,
P.Q.

28476-o

Province of Quebec
CITY OF ROUYN
(County of Témiscamingue)

Public notice is hereby given, that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Beauchemin, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Rouyn, County of Témiscamingue, until 5 o'clock p.m., Monday, October 23rd, 1950 for the purchase of an issue of \$145,000 of bonds of the City of Rouyn, dated July 1st, 1950 and redeemable serially from July 1st, 1951 to July 1st, 1970 inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on July 1st and January 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$145,000—20 years

Year	Capital
July 1st, 1951	\$5,000.00
July 1st, 1952	5,000.00
July 1st, 1953	5,000.00
July 1st, 1954	6,000.00
July 1st, 1955	6,000.00
July 1st, 1956	6,000.00
July 1st, 1957	7,000.00
July 1st, 1958	7,000.00
July 1st, 1959	7,000.00
July 1st, 1960	7,000.00
July 1st, 1961	8,000.00
July 1st, 1962	8,000.00
July 1st, 1963	8,000.00
July 1st, 1964	8,000.00

1er juillet 1965.	8,000.00
1er juillet 1966.	8,000.00
1er juillet 1967.	9,000.00
1er juillet 1968.	9,000.00
1er juillet 1969.	9,000.00
1er juillet 1970.	9,000.00

July 1st, 1965.	8,000.00
July 1st, 1966.	8,000.00
July 1st, 1967.	9,000.00
July 1st, 1968.	9,000.00
July 1st, 1969.	9,000.00
July 1st, 1970.	9,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans le province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil de la Cité de Rouyn, qui sera tenue lundi le 23 octobre 1950, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de la Cité de Rouyn.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn, Comté de Témiscamingue, ce 2 octobre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN,
Hôtel de Ville, Rouyn,
(Cité Témiscamingue), Qué.

28471-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must accompany by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council of the City of Rouyn to be held on the 23rd day of the month of October, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of the City of Rouyn.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn, County of Temiscamingue, this 2nd day of October 1950.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-Treasurer,
Town Hall, Rouyn,
(County of Temiscamingue), P.Q.

28471-o

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Emprunt de \$1,990,200

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au 23 octobre 1950 à huit heures P.M., au bureau du Greffier de la Cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la Cité des Trois-Rivières", pour l'achat de un million neuf cent quatre-vingt-dix mille deux cents dollars (\$1,990,200) d'obligations, émises en vertu des règlements Nos 88, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 105, 108, 110, 170, 171 et 175, datées du 1er novembre 1950, remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1970.

Les susdites obligations porteront intérêt, aux taux de 3% pour les années 1951 à 1960 inclusivement, de 3¼% pour les années 1961 à 1965 inclusivement et 3½% pour les années 1966 à 1970 inclusivement.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement, \$1,990,200 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1951.	\$ 75,000
1er novembre 1952.	77,000
1er novembre 1953.	80,000
1er novembre 1954.	83,500
1er novembre 1955.	88,500
1er novembre 1956.	95,000
1er novembre 1957.	97,000
1er novembre 1958.	99,000
1er novembre 1959.	101,500
1er novembre 1960.	106,000
1er novembre 1961.	113,000
1er novembre 1962.	115,800
1er mai 1963.	65,500
1er novembre 1963.	47,600

CITY OF TROIS-RIVIERES

Loan of \$1,990,200.00

Notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières will receive until the October 23, 1950 at eight o'clock P.M., at the office of the City Clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of City of Trois-Rivières Bonds, amounting to One million nine hundred and ninety thousand and two hundred dollars (\$1,990,200.00), issued under By-Laws Nos. 88, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 105, 108, 110, 170, 171 and 175, dated 1st November 1950 redeemable serially from 1st November 1951 to 1970 inclusively.

The bonds will bear interest at the rate of 3% from 1951 to 1960 inclusively, at the rate of 3¼% from 1961 to 1965 inclusively and at the rate of 3½% from 1966 to 1970 inclusively. The

Table of amortization is as follows:

Table of amortization, \$1,990,200.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1951.	\$ 75,000.00
November 1st, 1952.	77,000.00
November 1st, 1953.	80,000.00
November 1st, 1954.	83,500.00
November 1st, 1955.	88,500.00
November 1st, 1956.	95,000.00
November 1st, 1957.	97,000.00
November 1st, 1958.	99,000.00
November 1st, 1959.	101,500.00
November 1st, 1960.	106,000.00
November 1st, 1961.	113,000.00
November 1st, 1962.	115,800.00
May 1st, 1963.	65,500.00
November 1st, 1963.	47,600.00

1er mai 1964.	3,700
1er novembre 1964.	41,100
1er novembre 1965.	76,000
1er novembre 1966.	36,000
1er novembre 1967.	36,000
1er novembre 1968.	36,000
1er novembre 1969.	36,000
1er novembre 1970.	481,000

\$1,990,200

May 1st, 1964.	3,700.00
November 1st, 1964.	41,100.00
November 1st, 1965.	76,000.00
November 1st, 1966.	36,000.00
November 1st, 1967.	36,000.00
November 1st, 1968.	36,000.00
November 1st, 1969.	36,000.00
November 1st, 1970.	481,000.00

\$1,990,200.00

L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans les règlements, dans les Cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Les obligations seront imprimées et livrées en deux tranches séparées comme suit:

A—\$827,500.	3%	—1951-1960
387,700.	3¼%	—1961-1965
625,000.	3½%	—1966-1970
\$1,840,200.		

B—\$ 75,000.	3%	—1951-1960
75,000.	3¼%	—1961-1965
\$ 150,000.		

\$1,990,200.

The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year. Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan by-laws, in the Cities of Trois-Rivières, Montreal or Quebec.

Bonds will be printed and delivered in two separate blocks formed as follows:

A—\$827,500.	3%	—1951-1960
387,700.	3¼%	—1961-1965
625,000.	3½%	—1966-1970
\$1,840,200.		

B—\$ 75,000.	3%	—1951-1960
75,000.	3¼%	—1961-1965
150,000.		

\$1,990,200.

Les obligations pourront en vertu des dispositions du chapitre 212 des statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à la séance du Conseil qui sera tenue le 23 octobre 1950, à 8 heures du soir.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la Cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire, dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations au moment de leur livraison devra s'ajouter au prix offert.

La Cité des Trois-Rivières se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, Qué., le 7 octobre 1950.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

28494-o

The Bonds will be issued under authority of Chapter 212, revised statutes of Quebec, 1941, and will be subject to redemption by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be opened and considered at the meeting of the Council to be held on October 23rd, 1950, at eight o'clock P.M.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the City of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds at the time of their delivery must be added to the price offered.

The City of Trois-Rivières does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

City Hall, Trois-Rivières, Que., 7th, October 1950.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

28494-o

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Hull, Cour Supérieure, N° 125. Ronald St-Laurent, demandeur vs René Emmanuel St-Laurent et al, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Hull, dans le district de Hull, le 2e jour de septembre 1950, dans une cause dans laquelle:

Ronald St-Laurent, gardien-commis, des cité et district de Hull, tant personnellement qu'en sa qualité d'héritier de son père, feu Joseph

Sale by Licitacion

Canada, Province of Quebec, District of Hull, Superior Court, No. 125. Ronald St-Laurent, plaintiff, vs René Emmanuel St-Laurent et al, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, in the district of Hull, on the 2nd day of September 1950, in a cause in which:

Ronald St-Laurent, watchman and clerk of the city and district of Hull, personally as well as in his quality of heir to his father, the late

Octave St-Laurent, de son vivant des mêmes lieux, est demandeur et René Emmanuel St-Laurent, de la cité de New-York dans l'état de New-York, l'un des États-Unis d'Amérique; Arsène St-Laurent, de la cité de Détroit, dans l'état de Michigan, l'un des États-Unis d'Amérique; Jeanne St-Laurent, épouse de J.-A. Major, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et dame Marie-Ange Cyr, veuve de Octave Provin St-Laurent de l'endroit appelé Cyrville dans la province d'Ontario, tous tant personnellement qu'en leur qualité d'héritiers de leur père, ledit J. Octave St-Laurent, en son vivant des cité et district de Hull, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Cette propriété connue et désignée comme étant partie de la moitié est du lot numéro soixante-quinze (75) du quartier trois (3) de la Cité de Hull, et du quart sud-est ($\frac{1}{4}$ s.e.) du lot soixante-huit (68) du susdit quartier (3), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite Cité de Hull; avec toutes les bâtisses y dessus érigées et ledit emplacement borné comme suit: au sud, par la rue St-Étienne; à l'est, par la rue St-Henri; au nord, par une autre partie dudit lot numéro soixante-huit (68); à l'ouest, partie par la moitié ouest dudit lot soixante-quinze (75) et partie par la moitié ouest dudit lot soixante-huit (68);

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SIX NOVEMBRE 1950, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Hull, le 30 septembre 1950.

L'Avocat du demandeur,

RODRIGUE BÉDARD.

28455-40-2-o

Joseph Octave St-Laurent, in his lifetime of the same place, is plaintiff and René Emmanuel St-Laurent, of the city of New-York, in the state of New-York, one of the United States of America; Arsène St-Laurent of the city of Detroit, in the state of Michigan, one of the United States of America; Jeanne St-Laurent, wife of J.-A. Major and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, both of the city of Ottawa, in the province of Ontario; and dame Marie-Ange Cyr, widow of Octave Provin St-Laurent, of the place called Cyrville, in the province of Ontario, all personally as well as in their quality of heirs to their father, the said J. Octave St-Laurent, in his lifetime of the city and district of Hull, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

All this piece of land being part of the east half of lot number seventy-five (75) of ward three (3) of the city of Hull, and of the south-east quarter of lot number sixty-eight (68) of the said ward three (3), according to the official plan and book of reference of the said city of Hull; with all buildings thereon erected and the said property being bounded as follows: towards the south, by St-Étienne Street; towards the east, by St-Henri Street, towards the north, by another part of said lot number sixty-eight (68); towards the west, partly by the west-half of said lot number seventy-five (75) and partly by the west-half of said lot number sixty-eight (68);

The above property as described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the SIXTH day of NOVEMBER 1950, sitting the Court, in the Court Room of the Court House in the city of Hull, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Hull, September 30th, 1950.

RODRIGUE BÉDARD,

Attorney for the plaintiff.

28455-40-2-o

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
COMTÉ D'HOCHÉLAGA

Avis public est donné par le soussigné, Secrétaire-trésorier de la Ville de Montréal-Ouest, que les propriétés situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, LUNDI le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipale et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL WEST
COUNTY OF HOCHÉLAGA

Public Notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the Town of Montreal West that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction at the Town Hall, Montreal West, on MONDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon to satisfy the payment of the Municipal and School taxes with accrued interest and costs incurred thereon unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom Name	N° du Cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
André, J.	138-758/759.	\$30.21	\$15.23	\$45.44
Graham, Succ. Est.	140-687.	24.56	17.08	41.64
Mrs. Annie R.	140-485.	279.63	71.15	350.78
Hodge, Miss Aline.				

Donné à Montréal-Ouest ce vingtième jour de septembre, 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
F. RADCLIFFE.

28421-39-2-o

Given at Montreal West, this twentieth day of September, 1950.

F. RADCLIFFE,
Secretary-Treasurer.

28421-39-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Circuit
(Havre-Aubert)

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, (Iles de la Madeleine) N° 253
DAME ALICE McPHAIL, épouse séparée de Réginald Clarke, domiciliée et demeurant à Grosse Isle, Iles de la Madeleine, District de Gaspé, demanderesse, vs RÉGINALD CLARKE, agent de Grosse Isle, Iles de la Madeleine, District de Gaspé, défendeur.

Avis publics est par le présent donné que les terres et héritages, sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Quatre lots de terre connus au cadastre officiel de l'Ile Coffin, une des Iles-de-la-Madeleine, comme subdivision 254 du lot 17, contenant 0-1-0, Lots nos. 19, 19 et 20 contenant respectivement 14, 18 et 17¼ acres en superficie avec bâtisses dessus érigées et aussi certains droits dans les lots nos. 6, 7 et 8 du même cadastre contenant respectivement 91, 122 et 91 acres en superficie.

Pour être vendus à mon bureau, à Havre-Aubert, I.M., le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, NAPOLEON BRIAND.

Havre-Aubert,

Iles de la Madeleine.

28456-40-2-o

[Première insertion: 7 octobre 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias

Dans la Cour de l'Échiquier du Canada

A savoir: { DANS l'affaire de la Loi de N° 30-098. l'impôt sur le revenu et amendements et dans l'affaire de OMER

JOBIN, de la Cité de Québec, épicière, à savoir: Un certain lot de terre ou emplacement situé au lieu appelé "bijouville" angle des rues Auger et St. Vallier, en la Cité de Québec, connu sous les numéros 1255 et 1257, rue St. Vallier, en la cité de Québec, faisant partie du N° 2344-24 (deux mille trois cent quarante-quatre vingt-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Circuit Court
(Havre-Aubert)

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé (Magdalen Islands) No. 253
DAME ALICE McPHAIL, separated wife of Reginald Clarke, domiciled at Grosse Isle, Magdalen Islands, District of Gaspé, plaintiff, vs RÉGINALD CLARKE, agent of Grosse Isle, Magdalen Islands, District of Gaspé, defendant.

Public notice, is hereby given that the undermentioned land and tenements have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Four lots of land known on the official cadastre of Coffin Island, one on the Magdalen Islands, as subdivision 254 of lot 17, containing 0-1-0, Lot numbers 18, 19 and 20 containing respectively 14, 18 and 17¼ acres in area with buildings thereon erected and also certain rights in lots Nos. 6, 7 and 8 of the same cadastre, containing respectively, 91, 122 and 91 acres in area.

To be sold at my office, at Amherst, M.I. the EIGHTEENTH day of NOVEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLEON BRIAND,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Havre-Aubert,

Magdalen Island.

28456-40-2-o

[First insertion: October 7, 1950]

QUEBEC

Fieri Facias

In the Exchequer Court of Canada

To wit: { IN the matter of the Income Tax No. 30-098. Act and amendments, in the matter of OMER JOBIN, of the city

of Quebec, grocer, to wit: A certain lot of land or emplacement situate at the place called "bijouville" corner of Auger and St. Vallier streets, in the city of Quebec, known under numbers 1255 and 1257 St. Vallier street, in the city of Quebec, forming part of No. 2344-24 (two thousand three hundred and

quatre) du cadastre pour la paroisse de St. Sauveur, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 5 septembre 1950. 28501-40-2-o
[Première insertion: 7 octobre 1950]
[Seconde insertion: 21 octobre 1950]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, { ERNEST GUILMAI-
District de Richelieu, NE & JEAN-BAP-
N° 11100. TISTE GUILMAINE,
tous deux entrepreneurs des cité et district de St-Hyacinthe et y faisant affaires ensemble sous le nom et raison sociale de "Guilmaine & Frère", demandeurs, vs VALLA FURNITURE CO. LTD., corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son siège social en les cité et district de Montréal et une usine ou place d'affaires à St-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, défenderesse.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à 2 heures P.M., le 2 mai 1950, à la porte de l'église paroissiale de St-Guillaume, comté d'Yamaska, aura lieu à DEUX heures P.M., le VINGT-QUATRE OCTOBRE 1950, à l'heure avancée, à la porte de la dite église paroissiale de St-Guillaume.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 3 octobre 1950. 28474-o
[Première insertion le 7 octobre 1950]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, { DENIS NAULT,
Province de Québec, cultivateur de
District des Trois-Rivières. St-Joseph de Mékinac, comté de Laviolette, district des
N° 11193. violettes, district des

Trois-Rivières, demandeur vs LUDGER ROY, cultivateur du même endroit, défendeur.

a) Un terrain situé dans le canton Mékinac, contenant d'après arpenteur, cent deux acres plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics; lequel terrain peut être autrement décrit comme suit, savoir: le lot numéro (23) vingt-trois, dans le deuxième rang dudit canton Mékinac, avec bâtisses dessus construites;

b) Un morceau de terre situé à St-Joseph de Mékinac, sur le 3ème rang du Canton Mékinac, faisant partie des lots numéros dix-neuf, vingt et vingt et un, (19, 20, 21) du cadastre d'enregistrement du Comté de Champlain pour St-Joseph de Mékinac, contenant environ 60 arpents en superficie et compris dans les bornes suivantes; en front par une route, en profondeur à Charles Borromée Doucet, joignant d'un côté par Jean-Baptiste Roy et de l'autre côté par Zéphirin Doucet, sans bâtisse.

Pour être vendus au bureau du registraire du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE 1950, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
28325-37-2-o L.-P. MERCIER.

forty-four twenty-four) of the cadastre for the parish of St-Sauveur, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 5, 1950 28501-40-2
[First insertion: October 7, 1950]
[Second insertion: October 21, 1950]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Province of Quebec, { ERNEST GUILMAI-
District of Richelieu, NE & JEAN-BAP-
No. 11100. TISTE GUILMAINE,
both contractors of the city and district of St-Hyacinthe, and there carrying on business together under the firm name and style of "Guilmaine & Frère", plaintiffs; vs VALLA FURNITURE CO. LTD., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal and a plant or place of business at St-Guillaume d'Upton, district of Richelieu, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at two o'clock P.M., on the second day of May, 1950, at the parochial church door of St-Guillaume, county of Yamaska, will be held at TWO o'clock P.M., on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1950, Daylight Saving Time, at the door of the said parish church of St-Guillaume.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, October 3, 1950. 28474
[First insertion: October 7, 1950]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, { DENIS NAULT,
Province of Quebec, farmer, of St-
District of Trois-Rivières. Joseph de Mékinac, comté de Laviolette, district of Trois-
No. 11193. violettes, district of

Rivières, plaintiff; vs LUDGER ROY, farmer, of the same place, defendant.

a) A lot of land situate in the Township Mékinac, containing, according to survey, one hundred and two acres, more or less, with the usual reserve for public roads; the said lot of land may be otherwise described as follows: Lot Number twenty-three (23), in the second range of the said township Mékinac — with buildings thereon erected.

b) A parcel of land situate at St-Joseph de Mékinac, in the 3rd range of the Township Mékinac, forming part of lots numbers nineteen, twenty and twenty-one (19, 20, 21) on the official cadastre for the County of Champlain for St-Joseph de Mékinac, containing about 60 arpents in superficial area and comprised within the following boundaries: in front by a road, in depth by Charles Borromée Doucet, adjoining on one side Jean-Baptiste Roy and on the other side Zéphirin Doucet — without buildings.

To be sold, at the Registry Office for the County of Champlain, in the Parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
28325-37-2 Sheriff.

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des barbiers et coiffeuses de Victoriaville lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Victoriaville.

1° Le prix minimum de la coupe de cheveux par les barbiers et coiffeurs pour hommes dans les zones I et II, pour enfants, sera porté à \$0.35 les lundi, mardi, mercredi, jeudi et à \$0.50 le vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, pour adultes, à \$0.60 tous les jours de la semaine.

2° Le prix minimum de la barbe dans les zones I et II sera porté à \$0.35.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1950.

28497-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville has submitted to him a request to amend the decree number 98 of January 29, 1948, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Victoriaville.

1. The minimum price for a haircut by men's barbers and hairdressers in zones I and II, for children, will be increased to \$0.35 on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and to \$0.50 on Friday, Saturday and holiday eves; for adults, to \$0.60 every day of the week.

2. The minimum price for a shave in zones I and II will be increased to \$0.35.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 7, 1950.

28497-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3365 du 1er septembre 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements. On demande:

1° A l'article I, que les dispositions suivantes soient ajoutées à l'alinéa intitulé "zone II":

"La présente zone comprend également les municipalités de Saint-Rédempteur, Boischatel, Saint-Gérard, Lac Saint-Charles, Val Saint-Michel et Valcartier."

2° A l'article I, que la description de la zone III soit remplacée par la suivante:

"Zone III: La ville de Thetford-Mines et les municipalités de Robertsonville, Sacré-Cœur-de-Marie, Saint-Jean-de-Brébœuf, Lac Noir, Coleraine, Vimy-Ridge, d'Israël, Saint-Adrien d'Irlande, Thetford-Sud, Rivière Blanche et Saint-Antoine-de-Pontbriand."

3° A l'article I, que la paroisse de Trois-Pistoles soit ajoutée à l'alinéa intitulé "zone IV".

4° A l'article I, que l'alinéa suivant soit ajouté:

"Zone IX: Les villes de Saint-Georges-Est, Saint-Georges-Ouest, les villages et paroisses de Saint-Côme, Saint-Prosper de Dorchester, Saint-Honoré de Shenley, Saint-Martin, Saint-Joseph, Saint-Joseph-de-la-Beauce, Saint-Joseph Sud-Ouest, Beauceville-Est, Beauceville-Ouest, Saint-François-Est, Saint-François-Ouest, Sainte-Marie, Valley-Jonction, Saint-Benoît-Labre, Saint-Frédéric, Saint-Odilon-de-Crambourne, Saint-Edouard de Frampton, Saint-Jean-de-Lalande, Saint-René, Saint-Victor-de-Tring, Notre-Dame des Pins et les municipalités d'Aubert-Gallion, et Saint-Aubin de l'Isle."

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1, 1944, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments. It is petitioned:

1. That, in section I, the following provisions be added to the paragraph headed "Zone II":

"This zone also includes the municipalities of Saint-Rédempteur, Boischatel, Saint-Gérard, Lake Saint-Charles, Val Saint-Michel and Valcartier."

2. That, in section I, the description of zone III be replaced by the following:

"Zone III: The town of Thetford-Mines and the municipalities of Robertsonville, Sacré-Cœur-de-Marie, Saint-Jean-de-Brébœuf, Black Lake, Coleraine, Vimy-Ridge, Israeli, Saint-Adrien d'Irlande, Thetford-South, Rivière Blanche and Saint-Antoine-de-Pontbriand."

3. That, in section I, the parish of Trois-Pistoles be added to the paragraph headed "Zone IV".

4. That, in section I, the following paragraph be added:

"Zone IX: The towns of Saint-Georges-East, Saint-Georges-Ouest, the villages and parishes of Saint-Come, Saint-Prosper of Dorchester, Saint-Honoré of Shenley, Saint-Martin, Saint-Joseph, Saint-Joseph-de-la-Beauce, Saint-Joseph Sud-Ouest, Beauceville-Est, Beauceville-Ouest, Saint-François-Est, Saint-François-Ouest, Sainte-Marie, Valley-Jonction, Saint-Benoît-Labre, Saint-Frédéric, Saint-Odilon de Cranbourne, Saint-Edouard de Frampton, Saint-Jean-de-Lalande, Saint-René, Saint-Victor-de-Tring, Notre-Dame des Pins and the municipalities of Aubert-Gallion and Saint-Aubin de l'Isle."

5° Que les paragraphes "a" et "b" de l'article IV soient abrogés et remplacés par les suivants:

"a) Dans la zone I, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$30.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$40.00 par semaine."

"b) Dans la zone II, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$35.00 par semaine."

6° Au paragraphe "c" de l'article IV, qu'un nouvel alinéa "6" soit ajouté comme suit:

"6. Dans la zone IX, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$35.00 par semaine."

7° Que le paragraphe "d" de l'article IV soit amendé en remplaçant les mots: "excédant de plus de \$9.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit", par les mots: "excédant de plus de \$10.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit".

8° Que le paragraphe "f" de l'article IV soit abrogé et remplacé par le suivant:

"f) Les employés surnuméraires ont droit à un salaire quotidien de \$5.00 dans les zones I et III et de \$4.00 dans les zones II, IV, V, VI, VII, VIII et IX, à l'exception du samedi et des veilles de fêtes chômées alors qu'ils doivent recevoir \$5.00."

9° Que le sous-paragraphe intitulé "zone II" du paragraphe "a" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"Zone II: Le lundi, de 8.00 a.m. à midi.

Les mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m."

10° A l'article V, paragraphe "a", que le sous-paragraphe suivant soit ajouté:

"Zone IX: Les lundi, mardi et jeudi, de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi.

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

11° Qu'un sous-paragraphe "8" soit ajouté au paragraphe "b" de l'article VI comme suit:

"8. Nonobstant les dispositions précédentes, dans la zone IX, le salaire minimum d'une employée régulière est de \$15.00 par semaine."

12° Que les sous-paragraphe intitulés "zone IV" et "zone V" du paragraphe "a" de l'article VII, soient remplacés par les suivants:

"Zone IV: Les heures de fermeture seront les suivantes:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi, à 6.30 p.m.

Les mercredi et vendredi, à 9.00 p.m.

Cependant, dans la cité de Rivière du Loup, les heures de travail sont les suivantes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi, de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi, de 9.00 a.m. à 9.00 p.m."

"Zone V: Le lundi, de 1.00 a.m. à 6.30 p.m.

Les mardi, jeudi et samedi, de 9.00 a.m. à 6.30 p.m.

Les mercredi et vendredi, de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Cependant, durant les mois de juillet et août, les heures de travail seront les suivantes:

Les lundi, mardi et jeudi, de 9.00 a.m. à 6.30 p.m.

Les mercredi et vendredi, de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi, de 9.00 a.m. à 1.00 p.m.

Toutefois, durant les semaines comportant un jour de fête chômé mentionné à l'article X, les

5. That subsections "a" and "b" of section IV be deleted and the following substituted therefor:

"a) In zone I, the minimum wages of a regular employee is \$30.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$40.00 per week."

"b) In zone II, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$35.00 per week."

6. That, in subsection "c" of section IV, a new paragraph "6" be added as follows:

"6. In zone IX, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$35.00 per week."

7. That subsection "d" of section IV be amended by substituting the words "exceeding by more than \$10.00 the weekly wages he receives" for the words "exceeding by more than \$9.00 the weekly wages he receives."

8. That subsection "f" of section IV be deleted and the following substituted therefor:

"f) Occasional employees are entitled to a daily remuneration of \$5.00 in zones I and III, and of \$4.00 in zones II, IV, V, VI, VII, VIII and IX, excepting Saturday and holiday eves when they shall receive \$5.00."

9. That the paragraph headed "Zone II", in subsection "a" of section V, be replaced by the following:

"Zone II: Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m."

10. That, in section V, subsection "a", the following paragraph be added:

"Zone IX: Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.30 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

11. That a paragraph "8" be added to subsection "b" of section VI, as follows:

"8. Notwithstanding the foregoing provisions, in zone IX, the minimum wages of a regular female employee is \$15.00 per week."

12. That the paragraphs headed "Zone IV" and "Zone V", in subsection "a" of section VII, be replaced by the following:

"Zone IV: The closing hours shall be as follows:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 6.30 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 p.m.

However, in the city of Rivière-du-Loup, the hours of work shall be as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

"Zone V: Monday: 1.00 a.m. to 6.30 p.m.

Tuesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, during the months of July and August, the hours of work shall be as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

However, during the weeks in which occurs a holiday mentioned in section X, the hours of

heures de travail seront de 9.00 a.m. à 6.30 p.m., les lundi et samedi.

Cependant, les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 6.30 p.m., le lundi précédant immédiatement les fêtes de Pâques et de Noël.

13° Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article VII:

"Zone IX: Le lundi, de 1.00 p.m. à 7.00 p.m.

Les mardi, jeudi et samedi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi et vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Cependant, durant les mois de juillet et août, les heures de travail seront les suivantes:

Les lundi, mardi et jeudi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi et vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m."

14° Que les prix minima déterminés à l'article XII, pour les services ci-après mentionnés, dans les zones I, II et IV, soient remplacés par les suivants:

"Zone I: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... \$0.60

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

chômées..... 0.70

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.40

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

chômées..... 0.50

Coupe de cheveux en brosse ou aux

ciseaux..... 0.75

Coupe de la barbe..... 0.35

Massage..... 0.50

Flambage des cheveux (dans les salons

de barbier)..... 0.35

Lotion..... 0.35

Aiguisage de rasoir..... 0.50

Tonique..... 0.35"

Que les mots et les chiffres: "Massage-lotion ...0.25" mentionnés à l'article XII pour la zone I, soient biffés.

"Zone II: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... \$0.50

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

chômées..... 0.60

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.35

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

chômées..... 0.45

Coupe de la barbe..... 0.30"

"Zone IV: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et ven-

dredi..... \$0.50

Samedi et veilles de fêtes chômées.... 0.60

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.30

Vendredi, samedi et veilles de fêtes

chômées..... 0.40

Coupe de cheveux en brosse pour hom-

mes, tous les jours..... 0.70

Coupe de cheveux en brosse pour en-

fants au-dessous de 14 ans: tous les

jours..... 0.40

Ondulation permanente "chimique"

pour adultes..... 5.00

Ondulation permanente "chimique"

pour enfants au-dessous de 14 ans.. 3.00

work shall be from 9.00 a.m. to 6.30 p.m. on Monday and Saturday.

However, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 6.30 p.m. on the Monday immediately preceding Easter Sunday and Christmas Day."

13. That the following paragraph be added to subsection "a" of section VII:

"Zone IX: Monday: 1.00 p.m. to 7.00 p.m.

Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday and Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, during the months of July and August, the hours of work shall be as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday and Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m."

14. That the minimum prices mentioned in section XII, for the services hereafter mentioned, in zones I, II and IV, be replaced by the following:

"Zone I: Haircut for adults, male and female: Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday..... \$0.60

Friday, Saturday and holiday eves... 0.70

Haircut for children under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday..... 0.40

Friday, Saturday and holiday eves... 0.50

Haircut, brush or scissors..... 0.75

Shave..... 0.35

Massage..... 0.50

Singeing of the hair (in barber shops) 0.35

Lotion..... 0.35

Razor setting..... 0.50

Tonic..... 0.35"

That the words and numerals "Massage-lotion ...0.25", mentioned in section XII for zone I, be deleted.

"Zone II: Haircut for adults, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday..... \$0.50

Friday, Saturday and holiday eves... 0.60

Haircut for children under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday..... 0.35

Friday, Saturday and holiday eves... 0.45

Shave..... 0.30"

"Zone IV: Haircut for adults, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thurs-

day and Friday..... 0.50

Saturday and holiday eves..... 0.60

Haircut for children under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday..... 0.30

Friday, Saturday and holiday eves... 0.40

Brushcut for men, every day of the

week..... 0.70

Brushcut for children under 14 years

of age, every day of the week..... 0.40

Permanent wave (chemical) for adults 5.00

Permanent wave (chemical) for child-

ren under 14 years of age..... 3.00

Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	1.00
Zone IV: Cité de Rivière du Loup seulement:	
Coupe de cheveux en brosse pour hommes, tous les jours	0.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées ..	0.60"
15° Que les dispositions suivantes soient ajoutées à l'article XII:	
"Zone IX: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	\$0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées ..	0.60
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.25
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de la barbe	0.25
Manucure	0.75
Teinture des cheveux	5.00
Retouche	3.00
Décoloration	3.00
Ondulation permanente	3.50
Ondulation permanente, pour enfants au-dessous de 14 ans	2.50
Ondulation permanente à froid	8.00
Ondulation permanente chimique	5.00
Mèche individuelle	0.25
Massage facial:	
dans les salons de coiffure	1.50
dans les salons de barbier	0.75
Rinçage	0.50
Ondulation Komol	1.00
Ondulation au papier	1.25
Ondulation Marcel	0.75
Ondulation à l'eau	0.50
Shampooing	0.50
Flambage des cheveux:	
dans les salons de coiffure	0.50
dans les salons de barbier	0.25
Friction avec lotion	0.50
Épilation des sourcils	0.50
Épilation par Électrolyse ... de l'heure	5.00
Épilation avec cire épilatoire	3.00
Traitement du cuir chevelu	2.00
Repeignage des cheveux	0.40
Laque	0.25
Lotion	0.25
Aiguillage de rasoir	0.35
Tonique	0.25"

16° Que le sous-paragraphe "a" du paragraphe "7°" de l'article XIII soit amendé en ajoutant après les mots: "admis à l'École", les mots: "et au salon", et en ajoutant à la fin de ce sous-paragraphe, la phrase suivante:

"Toutefois, on ne doit pas tenir compte des fils de barbier pratiquant ce métier dans les zones I et II du présent décret dans le nombre ci-haut mentionné."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1950.

28497-0

Water wave with ordinary shampoo ..	1.00"
"Zone IV: City of Rivière-du-Loup only:	
Brushcut for men, every day of the week	0.75
Brushcut for children under 14 years of age:	

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.50
Saturday and holiday eves	0.60"
15. That the following provisions be added to section XII:	

"Zone IX: Haircut for children, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.50
Saturday and holiday eves	0.60
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.25

Friday, Saturday and holiday eves ...	0.50
Shave	0.25
Manicure	0.75
Dyeing of the hair	5.00
Retouching dyed hair	3.00
Bleaching	3.00
Permanent wave	3.50
Permanent wave for children under 14 years of age	2.50
Permanent wave, cold process	8.00
Permanent wave, chemical	5.00
Individual curls	0.25

Facial:	
in hairdressing parlors	1.50
in barber shops	0.75
Rinse	0.50
Komol wave	1.00
Paper wave	1.25
Marcel wave	0.75
Water wave	0.50
Shampoo	0.50
Singeing of the hair:	
in hairdressing parlors	0.50
in barber shops	0.25
Rubbing with lotion	0.50
Plucking of eyebrows	0.50
Electrolysis depilatory treatment	
..... per hour	5.00
Wax depilatory treatment	3.00
Scalp treatment	2.00
Recombing of the hair	0.40
Lacquer	0.25
Lotion	0.25
Razor setting	0.35
Tonic	0.25"

16. That paragraph "a" of subsection 7 of section XIII be amended by adding, after the words "admitted at the School", the words "and in parlors", and by adding the following sentence at the end of such paragraph:

"However, the numbers of apprentices above mentioned shall not include barbers' sons plying the trade in zones I and II of the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 7, 1950.

28497-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction inc., dont le siège social est à Montréal, agissant pour et au nom des maisons suivantes:

Canadian Welding Works Limited; A. & S. Architectural Iron Works; Montreal Metalworked Products Limited; Montreal Architectural Iron Works Limited; Locweld & Forge Products Limited; A. Faustin Limitée; Tremblay & Boucley Enr'g; Montreal Forged Products Limited, toutes de la cité de Montréal,

Et, D'AUTRE PART:

Le local numéro 2366 de "The United Steel Workers of America" de la cité de Montréal, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction: a) Jéridiction industrielle:* La présente convention régit toute fabrication, transformation, opération et montage -

i. de métal ouvré pour fins industrielles et de construction, à l'exception des charpentes métalliques de bâtiments;

ii. de constructions architecturales au moyen de métaux d'ornementation pour fins architecturales ou utilitaires, comprenant, entre autres, les articles suivants:

1. Portes, châssis et seuils;
2. Escaliers, échelles de sauvetage ou autres et coursives;
3. Clôtures, barrières et balcons;
4. Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
5. Grilles, garde-fenêtres, cages et divisions.

b) *Jurisdiction professionnelle:* La convention régit les salariés travaillant dans les usines incluses dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

c) *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale de la convention comprend l'île de Montréal, l'île Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

II. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Mécanicien.....	\$ 1.25
Ajusteur.....	1.12
Forgeron.....	1.12
Aide (usine ou chantier).....	1.00
Monteur.....	1.25

Remarque: Il est permis aux mécaniciens et aux ajusteurs d'exécuter tout travail de forgeron ou de soudeur qui puisse être nécessaire, sans être obligés d'obtenir un certificat de qualification dans ce métier; lorsqu'ils exécutent un tel travail, ils doivent être rémunérés au taux du mécanicien ou de l'ajusteur, selon le cas.

III. *Durée du travail:* a) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., having its Head Office and corporate seat in Montreal, acting for and on behalf of the undernoted firms, namely:

Canadian Welding Works Limited; A. & S. Architectural Iron Works; Montreal Metalworked Products Limited; Montreal Architectural Iron Works Limited; Locweld & Forge Products Limited; A. Faustin Limitée; Tremblay & Boucley Enr'g.; Montreal Forged Products Limited, all of the City of Montreal,

And, ON THE OTHER PART:

Union Local number 2366 of the United Steel Workers of America, of the City of Montreal, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Jurisdiction: a) Industrial Jurisdiction:* This Agreement governs the manufacture, processing, fabrication and erection of:

i. Industrial and building metalwork with the exception of the structural steel framing for building;

ii. Architectural work in all metals used for ornamentation, architecturally or for utilitarian purposes including, but not necessarily restricted to the following specific items in metal:

1. Doors, Frames and sills;
2. Stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
3. Railings, gates and balconies;
4. Protection guards, curb angles, hole and pit frames and covers;
5. Grilles, window guards, cages and partitions.

b) *Professional Jurisdiction:* This Agreement governs all employees in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in subsection "a" of the present section.

c) *Territorial Jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the agreement comprises the Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St. Jean and Iberville.

II. *Rates of wages:* The minimum rates of wages for each one of the following classifications shall be:

Trades	Hourly rates
Mechanic.....	\$ 1.25
Fitter.....	1.12
Blacksmith.....	1.12
Helper (shop or field).....	1.00
Erector.....	1.25

Proviso: Mechanics and fitters may execute such welding work of blacksmithing work as may be necessary without obligation to possess a card of competency in such trade and, when so employed, they shall be remunerated as Mechanics of Fitters, as the case may be.

III. *Duration of labour:* a) The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours, distributed as follows: on Monday, Tuesday,

res distribuées comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le samedi, entre 8.00 a.m. et midi.

b) La durée hebdomadaire du travail des équipes de nuit est de quarante-quatre (44) heures et la durée journalière de travail est de huit (8) heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 6.00 p.m. et 5.00 a.m.; le samedi, entre 6.00 p.m. et minuit.

Toutefois, les quarante-quatre (44) heures régulières de travail peuvent être distribuées comme suit: neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine et huit heures le vendredi, après entente entre l'employeur et les salariés concernés.

IV. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté en plus de la durée régulière de huit (8) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi ou de la durée de quatre (4) heures, le samedi, de même que celui exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, et les dimanches et pendant toute période autre que celles mentionnées à l'article III est considéré comme travail supplémentaire.

b) Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail énumérées ci-haut, peut être fait à toute autre période de la journée pourvu que l'employeur se soit assuré qu'il n'y a plus de salariés qualifiés disponibles. Tel travail est sujet à l'échelle de salaires établie par la convention.

c) L'heure légale est l'heure normale ou l'heure avancée, le tout conformément à l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V. *Païement du travail supplémentaire:* a) Tout travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi, basé sur le taux régulier ou simple. Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de M^Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâces, la fête du Travail, le jour de Noël et les dimanches doit être payé au taux de salaire double.

b) Les salariés faisant partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de 10% en plus des taux réguliers.

c) Les salariés requis de se présenter au travail ont droit à une rémunération minimum équivalente à quatre (4) heures de salaire aux taux en vigueur et ce, pour chaque appel, lorsqu'il n'y a pas de travail à exécuter.

VI. *Pension, logement, transport:* La pension, le logement et les frais de transport doivent être payés par l'employeur au salarié obligé de travailler en dehors de la cité de Montréal et de résider temporairement ailleurs qu'à son foyer; le temps de déplacement doit être payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus de huit (8) heures de déplacement ne doivent être payées dans un jour de calendrier.

VII. Les salariés requis de travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux de leur classe.

VIII. *Travail à la pièce:* Les contrats intervenus entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce, à contrat ou à taux fixe sont de nul effet et strictement défendus.

IX. *Apprentissage:* a) Les apprentis-mécaniciens dans l'usine doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens:

1ère année, 1er semestre.	25%
2ième semestre.	30%

Wednesday, Thursday and Friday, from 8.00 a.m. to Noon, and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.; on Saturday, from 8.00 a.m. to Noon.

b) The weekly duration of labour of night shifts shall be forty-four (44) hours and the daily duration of labour shall be eight (8) hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 6.00 p.m. and 5.00 a.m.; and between 6.00 p.m. and 12.00 o'clock midnight Saturday.

However, the forty-four (44) hours constituting the regular work week may be distributed as follows by arrangement between the employer and employees concerned: nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and eight (8) hours on Friday.

IV. *Overtime work:* a) Any work exceeding the eight (8) hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or four (4) hours on Saturday and work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Sundays and at any time of day different from that set forth in section III hereof shall be considered as overtime work.

b) All special or urgent work which, for sufficient reason, cannot be performed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done at other periods of the day provided the employer has ascertained that further skilled labour is not available. Such work shall be subject to the scale of wages as set forth herein.

c) The legal time shall be Standard or Day-light Saving Time depending on which time may be in force in the locality where the work is performed.

V. *Overtime rate:* a) All overtime work shall be paid on the basis of regular or single time and one-half. Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Dundays, shall be paid double time.

b) Employees working on night shifts shall be paid a premium of 10% in excess of regular rates.

c) Employees required to report to work shall be entitled to be paid a minimum of four (4) hours at prevailing rates for each time called — when work is not available.

VI. *Board room and travelling expenses:* Board, room and travelling expenses shall be paid by the employer to the employees having to work beyond the City of Montreal and living temporarily away from their home; travelling time shall be paid at the prorata of from 8.00 a.m. to 10.00 p.m., but, not more than eight (8) hours travelling time shall be paid in one calendar day.

VII. Employees required to work temporarily in a classification lower than their regular one shall be paid the rate of their own classification.

VIII. *Piece work:* All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and strictly forbidden.

IX. *Apprenticeship:* a) Apprentice-mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanic's rates of wages:

1st year, 1st six months.	25%
1st year, 2nd six months.	30%

2ième année.	45%
3ième année.	60%
4ième année.	75%

b) Les apprentis-mécaniciens dans l'usine ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après l'âge de vingt et un (21) ans, sauf s'il s'agit des militaires licenciés. Quatre (4) années constituent la période d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti doit avoir travaillé pendant deux-cent-huit (208) semaines. Il est permis d'avoir un (1) apprenti pour chaque groupe de sept (7) salariés travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept (7) salariés, il lui est quand même permis d'avoir un (1) apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis et la rémunération pour tel travail sont les mêmes que celles des compagnons.

c) Au terme de la période de leur apprentissage, le Comité paritaire détermine la catégorie à laquelle ils doivent appartenir et un avis spécial est émis à cet effet.

X. *Vacances payées*: a) Tous les employeurs doivent accorder une semaine de vacances payées à tout salarié ayant fourni une année de services ininterrompus pour la même maison.

b) Dans le cas de salariés qui n'ont pas terminé une année de service, les vacances payées sont accordées sur la base d'une demi-journée de congé pour chaque mois complet de service.

c) Les salariés qui ont été à l'emploi continu du même employeur pendant sept années ont droit à deux semaines de vacances payées.

d) Les salariés qui ont droit à deux semaines de vacances payées mais qui n'ont pas complété l'année courante de services ont droit à une journée de vacances par mois complet de service.

e) *Avis de congé*: Les vacances sont données dans les périodes convenant le mieux à l'employeur; cependant, les salariés doivent en être avisés soixante (60) jours à l'avance.

XI. *Jours de fête payés*: Le Premier de l'An, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont considérées comme jours de fête payés aux taux réguliers de salaire pourvu que ce ou ces jours tombent un jour régulier de travail et pourvu aussi que le salarié ait été au travail le jour ouvrable qui précède et celui qui suit tels jours de fête.

XII. La présente convention pourra être modifiée si le coût de la vie, établi par le Bureau fédéral de la Statistique, a augmenté de cinq points dans la cité de Montréal. Les taux de salaires établis par les pourcentages seront alors réajustés sur une base de pourcentage calculé d'après le chiffre actuel de l'indice.

XIII. Le salaire du salarié doit lui être remis dans une enveloppe scellée devant contenir les détails suivants:

1. Les nom et prénom du salarié;
2. la date de la période de paie;
3. les déductions faites;
4. le montant contenu dans l'enveloppe.

Ladite enveloppe doit être initialement par la personne qui fait la paie. Si les salaires sont payés par chèque ou au moyen d'un dépôt à la banque, au crédit du salarié, les mêmes détails doivent être mentionnés sur le chèque, sur le talon du chèque ou sur une fiche qui doit être remise au salarié.

XIV. *Durée de la convention*: La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle* de Québec de l'arrêté en conseil l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période de deux (2) ans.

2nd year.	45%
3rd year.	60%
4th year.	75%

b) Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before 16 years of age or after 21, except in the case of those discharged from the armed forces. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period meaning that each apprentice must work during two hundred and eight (208) weeks. One (1) apprentice is allowed to each group of seven (7) employees in a shop. If an employer has less than seven (7) employees, he still may have one (1) apprentice. Overtime hours and overtime pay for apprentices shall be the same as those of journeymen.

c) At the completion of their apprenticeship period, the Joint Committee shall determine in which category they are to be classified and a special notice shall be issued accordingly.

X. *Vacations with pay*: a) One week's holiday with pay shall be granted by all employers to every employee who has worked continuously for the same firm for a period of one (1) year.

b) Employees who have not completed a year's service, shall be granted on half-day holiday with pay for each full month of service.

c) Two weeks' Holiday with pay shall be granted to all employees who have worked continuously for the same firm for a period of seven years.

d) Employees entitled to two (2) weeks' vacation with pay but who have not completed the current year's service, shall be granted one day holiday with pay for each full month of service.

e) *Notice of Holidays*: Vacations shall be arranged at the time most convenient to employers, but employees must be notified sixty (60) days in advance.

XI. *Paid Holidays*: New Year's Day, Labour Day and Christmas Day are established as holidays with pay at regular wage rates, provided that such day or days fall on a regular work day, and provided further that the workman shall have been at his employment the work-day before and the work-day after any of such Statutory holidays.

XII. This Agreement shall be reopened whenever the Cost of Living Index, as established by the Dominion Bureau of Statistics, shall have advanced five points in the City of Montreal. The wage rates herein established shall then be readjusted on a percentage basis, calculating from the Index figure in effect at the date hereof.

XIII. Employees' wages shall be paid in a sealed envelope on which shall be indicated the following particulars:

1. the name and surname of the employee;
2. the date of the pay period;
3. the deductions made;
4. the amount contained in the envelope.

Such envelope shall be initialed by the pay-clerk. If the wages are paid by cheque or by means of deposit to the credit of an employee at a bank, the same particulars shall be given on the cheque, on the counterfoil of the cheque or on a voucher which shall be remitted to the employee.

XIV. *Duration of the agreement*: The present Agreement shall come into effect on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council giving legal effect thereto and shall remain effective for a period of two (2) years thereafter.

Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai de pas plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant la date de l'expiration originale ou du renouvellement, selon le cas. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

XV. Cette convention sera mise à exécution par le Comité conjoint des matériaux de construction de Montréal.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1950.

28497-0

It shall be renewed automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within sixty (60) days (but not less than 30) of the regular date of expiration or renewal as the case may be. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour.

XV. This agreement shall be administered by the Building Materials Joint Committee of Montréal.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 7, 1950.

28497-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 40

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bisson vs Duhamel.....	2518
Houde vs Côté.....	2518

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2489

AVIS DIVERS:

A. Couturier & Fils, Limitée (Directeurs).....	2520
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Charles-Borromée (Fondation).....	2519
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Cœur-de-Marie (Fondation).....	2520
Consolidated Paper Corporation Limited (Barrage).....	2521
Lake Brûlé Country Club Limited (Directeurs).....	2520
L'Association des Plâtriers et Fournisseurs en Ciment de Montréal Incorporée (Changement de nom).....	2519
L'Association Professionnelle des Entrepreneurs Peintres et Décorateurs de la Province de Québec — (Professional Association of Painting and Decorating Contractors of the Province of Quebec) (Formation).....	2519
Les Instituteurs de la Banlieue de Québec (Changement de nom).....	2520
L'Office de l'électrification rurale (Barrage).....	2521
Pincourt, village de (Changement de nom).....	2519

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.....	2522
--	------

CHARTES — ABANDON DE:

Domus Construction Company Limited.....	2522
Elmbrooke Realities Limited.....	2522
Federal Hosiery Mills Limited.....	2523
Gillman & Davine Ltd.....	2523
H. M. & S. Sportswear Inc.....	2522
Hull Manufacturing Company Ltd.....	2523
Renaissance Cinéma, Inc.....	2523
Zakaib Dry Goods Limited.....	2523

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bisson vs Duhamel.....	2518
Houde vs Côté.....	2518

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2489

MISCELLANEOUS NOTICES:

A. Couturier & Fils, Limitée (Directors).....	2520
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Charles-Borromée (Foundation).....	2519
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Cœur-de-Marie (Foundation).....	2520
Consolidated Paper Corporation Limited (Dam).....	2521
Lake Brûlé Country Club Limited (Directors).....	2520
L'Association des Plâtriers et Finisseurs en Ciment de Montréal Incorporée (Change of name).....	2519
L'Association Professionnelle des Entrepreneurs Peintres et Décorateurs de la Province de Québec — (Professional Association of Painting and Decorating Contractors of the Province of Quebec) (Formation).....	2519
Les Instituteurs de la Banlieue de Québec (Change of name).....	2520
Rural Electrification Bureau (Dam).....	2521
Pincourt, village of (Change of name).....	2519

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session.....	2522
---	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Domus Construction Company Limited.....	2522
Elmbrooke Realities Limited.....	2522
Federal Hosiery Mills Limited.....	2523
Gillman & Davine Ltd.....	2523
H. M. & S. Sportswear Inc.....	2522
Hull Manufacturing Company Ltd.....	2523
Renaissance Cinéma, Inc.....	2523
Zakaib Dry Goods Limited.....	2523

DEMANDE A LA LÉGISLATURE:

Matane, ville de 2524

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE

Municipalité scolaire de:
St-Charles, village de 2524

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:
Duprat, canton de 2524
Hull, cité de 2524

TRAVAIL:

Comité conjoint des barbiers et coiffeurs
de Victoriaville (Modification) 2543
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse
dans la région de Québec (Modifica-
tion) 2543
The United Steel Workers of America,
Local N° 2366 (Avis) 2547

GREFFES DE NOTAIRES:

Boileau, Jean-Louis, en faveur de 2525
Desmarais, André, en faveur de 2525
Lavoie, Paul-René 2525
Quirion, Jean-Luc, en faveur de 2525

LETTRES PATENTES:

Aflare Originals Incorporated. 2490
Albert General Products Ltd. 2491
Alfred Bissonnette Limitée — Alfred
Bissonnette Limited. 2491
A. Normandin Inc. 2491
Avenue Construction & Cie Ltée —
Avenue Construction & Co. Ltd. 2492
Avery & Robert Ltée 2492
Boulangerie Hethrington Inc.—Heth-
rington Bakery Inc. 2492
Boystown Shirt Mfg. Co. Ltd. 2493
Burger-Ellen Incorporated 2493
B & B Realty Corporation. 2493
Cabano Korko, Limitée. 2494
Camionnage CENTRAL Trucking Inc. 2493
Citadel Investment Corporation 2494
Commercial Mexico Co. Ltd. 2495
C & L Enterprises Inc.—Entreprises
C & L Inc. 2495
Dekor Limitée. 2495
Demeules & Frère, Ltée 2496
Donnacona Express Limitée. 2496
Dubé & Ducharme Limitée 2496
Eddie Singer Inc. 2497
Fred Schultz Flooring Limited. 2497
Gaymont Manufacturing Corporation . 2497
Glendale Realities Ltd. 2498
Granby General Store Ltd. 2498
Halpenny Limited 2498
Hampton Construction Company, Li-
mited 2499
Harkay Investment Corporation. 2499
Home Steel Products Ltd. 2499
Imprimerie Industrielle Limitée — In-
dustrial Printing Limited 2500
Intercomtes Construction, "Limitée" 2500
Invisible Art Weavers Limited 2500
Irving Realities Inc. 2501
J. A. Pelletier Limitée — J. A. Pelletier
Limited 2501
John Rae Investments Inc. 2501

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Matane, town of. 2524

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION

School Municipality of:
St-Charles, village of 2524

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:
Duprat, township of 2524
Hull, city of 2524

LABOUR:

Joint Committee of Barbers and Hair-
dressers of Victoriaville (Amendment) 2543
Barber and hairdressing trades in the
district of Quebec (Amendment) 2543
The United Steel Workers of America,
Local Nz 2366 (Notice) 2547

NOTARIAL RECORDS:

Boileau, Jean-Louis, in favour of. 2525
Desmarais, André, in favour of 2525
Lavoie, Paul-René 2525
Quirion, Jean-Luc, in favour of 2525

LETTERS PATENT:

Aflare Originals Incorporated. 2490
Albert General Products Ltd. 2491
Alfred Bissonnette Limitée — Alfred
Bissonnette Limited. 2491
A. Normandin Inc. 2491
Avenue Construction & Cie Ltée —
Avenue Construction & Co. Ltd. 2492
Avery & Robert Ltée 2592
Boulangerie Hethrington Inc.—Heth-
rington Bakery Inc. 2492
Boystown Shirt Mfg. Co. Ltd. 2493
Burger-Ellen Incorporated 2493
B & B Realty Corporation. 2493
Cabano Korko, Limitée. 2494
Camionnage CENTRAL Trucking Inc. 2494
Citadel Investment Corporation 2494
Commercial Mexico Co. Ltd. 2495
C & L Enterprises Inc.—Entreprises
C & L Inc. 2495
Dekor Limitée. 2495
Demeules & Frères, Ltée 2496
Donnacona Express Limitée. 2496
Dubé & Ducharme Limitée 2496
Eddie Singer Inc. 2497
Fred Schultz Flooring Limited. 2497
Gaymont Manufacturing Corporation . 2497
Glendale Realities Ltd. 2498
Granby General Store Ltd. 2498
Halpenny Limited 2498
Hampton Construction Company, Li-
mited 2499
Harkay Investment Corporation. 2499
Home Steel Products Ltd. 2499
Imprimerie Industrielle Limitée — In-
dustrial Printing Limited 2500
Intercomtes Construction, "Limitée" .. 2500
Invisible Art Weavers Limited 2500
Irving Realities Inc. 2501
J. A. Pelletier Limitée — J. A. Pelletier
Limited 2501
John Rae Investments Inc. 2501

J. U. Houle Ltée.	2502	J. U. Houle Ltée.	2502
La Cie Nationale de Patates Ltée — National Potatoes Co. Ltd.	2502	La Cie Nationale de Patates Ltée — National Potatoes Co. Ltd.	2502
Laiterie G. F. Haney Dairy Ltd.	2502	Laiterie G. F. Haney Dairy Ltd.	2502
Laiterie Ste-Marguerite Ltée	2503	Laiterie Ste-Marguerite Ltée	2503
L'Association des Hommes d'Affaires de St-Paul Ile aux Noix	2503	L'Association des Hommes d'Affaires de St-Paul Ile aux Noix	2503
Le Roy Incorporated.	2503	Le Roy Incorporated.	2503
Les Aqueducs de Pont-Viau, Limitée. .	2504	Les Aqueducs de Pont-Viau, Limitée. .	2504
Les Loisirs de Notre-Dame-de-Fatima (Ville de Jacques-Cartier).	2504	Les Loisirs de Notre-Dame-de-Fatima (Ville de Jacques-Cartier).	2504
Les Placements Garva Limitée.	2505	Les Placements Garva Limitée.	2505
Limoilou Lumber Inc.	2505	Limoilou Lumber Inc.	2505
L'Imprimerie Gingras, Limitée.	2505	L'Imprimerie Gingras, Limitée.	2505
Lincoln Holding Property Company Limited.	2506	Lincoln Holding Property Company Limited.	2506
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Ubal.	2506	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Ubal.	2506
Mindel Textile Co. Ltd.	2506	Mindel Textile Co. Ltd.	2506
Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.	2507	Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.	2507
Montreal Motor Sales Ltd.	2507	Montreal Motor Sales Ltd.	2507
Mont Tremblant Resorts, Limited . . .	2507	Mont Tremblant Resorts, Limited . . .	2507
Mountain City Gas Co. Ltd.	2508	Mountain City Gas Co. Ltd.	2508
Mount Royal Films Corporation.	2508	Mount Royal Films Corporation.	2508
N. A. Gendron Ltd.	2508	N. A. Gendron Ltd.	2508
Normandie Trading Corporation Li- mited.	2509	Normandie Trading Corporation Li- mited.	2509
Northern Construction Co. of Terre- bonne Ltd.	2509	Northern Construction Co. of Terre- bonne Ltd.	2509
Northern Quebec Bottlers Ltd.	2509	Northern Quebec Bottlers Ltd.	2509
Nottaway Lumber Company Limited .	2510	Nottaway Lumber Company Limited .	2510
Paragon Grill Inc.	2510	Paragon Grill Inc.	2510
Paramount Dance Studio Inc.	2511	Paramount Dance Studio Inc.	2511
Polar Electric Refrigeration Co. Ltd..	2511	Polar Electric Refrigeration Co. Ltd..	2511
Rainbow Food Products Limited.	2511	Rainbow Food Products Limited.	2511
R. Gosselin Ltée.	2512	R. Gosselin Ltée.	2512
River Ridge Golf and Country Club Incorporated.	2512	River Ridge Golf and Country Club Incorporated.	2512
Ru-Tex Fur Co. Inc.	2513	Ru-Tex Fur Co. Inc.	2513
Saguenay Air Ways Limited.	2513	Saguenay Air Ways Limited.	2513
Stanbrook Apts. Inc.	2513	Stanbrook Apts. Inc.	2513
Suffield Metals Corporation Limited. .	2513	Suffield Metals Corporation Limited. .	2513
Texall Products Co. Ltd.	2514	Texall Products Co. Ltd.	2514
The International Society of Commerce Limited.	2514	The International Society of Commerce Limited.	2514
Tor American Oils Limited.	2514	Tor American Oils Limited.	2514
Trans-Island Motors Ltd.	2515	Trans-Island Motors Ltd.	2515
Valcourt Textiles Ltd.	2515	Valcourt Textiles Ltd.	2515
Zinman's Limited.	2515	Zinman's Limited.	2515

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Campbell-Décarie Limitée — Campbell- Décarie Limited.	2516
Canada Pad Limited.	2517
City Loan & Finance Corporation . . .	2517
Colossal Fruit Company Limited.	2517
Garage Central d'Amos, Limitée.	2517
James Baird Ltd.	2518
Selbern Clothes Ltd.	2518
Woodhouse Realities Limited.	2518

LIQUIDATION, AVIS DE:

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Étienne de Bolton.	2525
---	------

NOMINATION:

Gérin, Paul.	2526
-------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la nomination du Lieute- nant-Gouverneur de la province de Québec.	2526
--	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Campbell-Décarie Limitée — Campbell- Décarie Limited.	2516
Canada Pad Limited.	2517
City Loan & Finance Corporation . . .	2517
Colossal Fruit Company Limited.	2517
Garage Central d'Amos, Limitée.	2517
James Baird Ltd.	2518
Selbern Clothes Ltd.	2518
Woodhouse Realities Limited.	2518

WINDING UP NOTICE:

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Étienne de Bolton.	2525
---	------

APPOINTMENT:

Gérin, Paul.	2526
-------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the appointment of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.	2526
---	------

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2527	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2527
---	------	--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Camionnage CENTRAL Trucking Inc.	2528
Clerk Windows Limited	2529
Deschamps & Bélanger Ltée	2527
L. E. Matthew Limited.	2528
Les Industries Sicard Limitée — Sicard Industries Limited	2529
Les Placements Duvernay Inc.— Duvernay Investments Inc..	2528
McGrail Motors Ltd..	2529
P. A. Gouin Limitée.	2528
The Lions Boys' Club	2529
The Sports Car Company Inc..	2529

HEAD OFFICES:

Camionnage CENTRAL Trucking Inc.	2528
Clerk Windows Limited	2529
Deschamps & Bélanger Ltée	2527
L. E. Matthew Limited.	2528
Les Industries Sicard Limitée — Sicard Industries Limited	2529
Les Placements Duvernay Inc.— Duvernay Investments Inc..	2528
McGrail Motors Ltd..	2529
P. A. Gouin Limitée.	2528
The Lions Boys' Club	2529
The Sports Car Company Inc..	2529

SOUSSIONS:

Abercrombie, partie est, canton de	2536
Magog, commission scolaire catholique du canton de.	2531
McMasterville, commission scolaire du village de	2533
Rouyn, cité de.	2537
Salaberry-de-Valleyfield, cité de.	2534
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse de	2534
Ste-Marie, commission scolaire du village de	2535
St-Rodrigue, commission scolaire de . . .	2532
Trois-Rivières, cité de	2538

TENDERS:

Abercrombie, East Part, township of. .	2536
Magog, Catholic School Commission of the township of.	2531
McMasterville, School Commission of the village of	2533
Rouyn, city of.	2537
Salaberry-de-Valleyfield, city of.	2534
Ste-Agathe-des-Monts, parish of	2534
Ste-Marie, School Commission of the village of	2535
St-Rodrigue, School Commission of. . . .	2532
Trois-Rivières, city of	2538

VENTE PAR LICITATION:

St-Laurent vs St-Laurent <i>et al.</i>	2539
--	------

SALE BY LICITATION:

St-Laurent vs St-Laurent <i>et al.</i>	2539
--	------

VENTE POUR TAXES:

Montréal-Ouest, ville de	2540
------------------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Montreal West, town of	2540
----------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

McPhail vs Clarke.	2541
----------------------------	------

GASPÉ:

McPhail vs Clarke.	2541
----------------------------	------

QUÉBEC:

Loi de l'impôt sur le revenu vs Jobin. . .	2541
--	------

QUÉBEC:

Income Tax Act vs Jobin	2541
-----------------------------------	------

RICHELIEU:

Guilmaine <i>et al</i> vs Valla Furniture Co. Ltd..	2542
---	------

RICHELIEU:

Guilmaine <i>et al</i> vs Valla Furniture Co. Ltd..	2542
---	------

TROIS-RIVIÈRES:

Nault vs Roy	2542
------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Nault vs Roy	2542
------------------------	------

28502-o

28502-o

